

au Conseil des Etats – prévoyant d'associer les cantons au financement des soins ambulatoires hospitaliers, dans la mesure où il s'agit de soins semi-stationnaires. Là, il y a des questions de définition qui peuvent poser problème.

Un tel choix est inspiré, dans les cantons, par des motifs économiques. Les cantons souhaitent économiser ce qu'ils doivent payer pour l'hospitalisation, mettre les gens pour 24 heures en traitement ambulatoire parce que ça leur coûte moins cher, éventuellement faire même concurrence à la médecine de ville pour amortir je ne sais quel équipement en surnombre. Cela, ce sont certainement des problèmes qui doivent être résolus et les solutions sont là. Je veux dire qu'elles sont dans le système de financement, dans le système de facturation, dans la planification des équipements lourds. Je crois que ce problème sera certainement rediscuté en commission. Mais attention! il y a des possibilités de traitements ambulatoires qui représentent un véritable progrès. C'est mieux bien sûr si un traitement nécessite un bref séjour dans un environnement hospitalier, mais n'exige pas le maintien du patient à l'hôpital pour être soigné et s'il peut être poursuivi ensuite à domicile.

Donc, votre exemple, Monsieur Borer, montre qu'il ne faut pas détruire la qualité de notre système. C'est la raison pour laquelle, dans un certain nombre de domaines, le Conseil fédéral a pris des décisions importantes et désagréables – et il est toujours prêt à les prendre –, et que dans d'autres domaines, il dit: «Attention! Finalement, le serment d'Hippocrate devrait aussi valoir pour les politiques, notamment pour les gouvernements, en particulier la fameuse phrase: 'D'abord ne pas nuire.'» D'abord, ne pas détruire un système de soins dont la qualité est loin d'être en vingt-sixième position. En termes de qualité du système de soins, la Suisse est en tête et le Conseil fédéral est décidé à proposer des réformes qui ne remettent en cause ni cette qualité ni l'accès des citoyennes et des citoyens à ce système de santé.

Une remarque encore. Il est vrai que je considère les 26 directeurs cantonaux des affaires sanitaires comme mes collègues, comme mes partenaires, et que je veux autant que faire se peut élaborer avec eux une politique nationale de la santé. Cela fait des années que je leur ai tendu la main pour le faire, et nous construisons ensemble une plate-forme commune. Il y a une responsabilité politique dans ce pays qui doit être assumée en commun par la Confédération et les cantons. Dans ce sens-là, vous avez raison de parler de mon respect pour les cantons.

Mais ce respect leur a coûté aussi un peu cher. Car pendant tant d'années, je me suis efforcée de les mettre d'un côté face à leur responsabilité de santé publique, et de l'autre face à leur responsabilité dans le financement des hôpitaux. Avec l'aide des tribunaux, avec votre aide, nous arrivons à les faire passer à la caisse là où ils doivent passer à la caisse.

02.3226

Erklärung Urheberin/Urheber: teilweise befriedigt
Déclaration auteur/auteurs: partiellement satisfait

02.3229

Erklärung Urheberin/Urheber: nicht befriedigt
Déclaration auteur/auteurs: non satisfait

01.065

Armee reform XXI und Revision der Militärgesetzgebung Réforme Armée XXI et révision de la législation militaire

Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 24.10.01 (BBl 2002 858)
Message du Conseil fédéral 24.10.01 (FF 2002 816)

Ständerat/Conseil des Etats 12.03.02 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 12.03.02 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 13.03.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 10.06.02 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 10.06.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 11.06.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 11.06.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 19.06.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 19.06.02 (Fortsetzung – Suite)

1. Bundesgesetz über die Armee und die Militärverwaltung (Armee XXI)

1. Loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire (Armée XXI)

Art. 150 Abs. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Gysin Remo

.... abschliessen. Eine Kompetenzdelegation ist ausgeschlossen.

Art. 150 al. 4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Gysin Remo

.... le secret militaire. Une délégation de compétences est exclue.

Gysin Remo (S, BS): In Artikel 150 Absatz 4 geht es – ein wenig versteckt – um die nicht ganz unwichtige Frage, wer mit anderen Staaten militärische Geheimdienstabkommen abschliessen darf. Sie wissen, dass Staatsverträge üblicherweise vom Parlament zu genehmigen sind und internationale Bagatellverträge in der Kompetenz des Bundesrates liegen. Militärische Geheimverträge – das wissen Sie von Südafrika und auch sonst – sind sicher keine Bagatellverträge. Aber es ist trotzdem richtig, dass der Bundesrat hier die Kompetenz hat, solche abzuschliessen. Das ist auch der Inhalt von Artikel 150 Absatz 4.

Bei gegebener Gesetzgebung ist hier aber eine Delegationsmöglichkeit auf die nächst untere Stufe zumindest nicht ausgeschlossen. Artikel 50 des Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetzes lässt diese Möglichkeit jedenfalls offen. Auch bei der Revision der Militärgesetzgebung, in Artikel 99 des Militärgesetzes, wo die Zusammenarbeit mit ausländischen Nachrichtendiensten angesprochen ist, ist keine Klarheit zu finden.

Es ist die Absicht meines Antrages, diese fehlende Klarheit zu schaffen, mit dem Zusatz, dass eine Kompetenzdelegation an untere Stellen ausgeschlossen wird. Das ist umso notwendiger, als im Geheimdienstbereich eine gewisse Undurchsichtigkeit – um nicht zu sagen ein Filz – zu beobachten ist. Geheimdienste schliessen nämlich auch unter sich internationale Verträge ab, und wir wissen, nicht erst seit den Achtzigerjahren, dass dies z. B. mit Südafrika auf unterer Beamtenebene geschehen ist und geschieht. Auch im

Geheimdienstbereich braucht es eine klare Führung. Es braucht klare Verantwortungs- und Kompetenzteilungen. Deswegen bitte ich Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Leu Josef (C, LU), für die Kommission: Absatz 4 bei Artikel 150 wird neu eingefügt und beinhaltet eine ausdrückliche Delegation der Befugnis an den Bundesrat, so genannte Geheimenschutzabkommen mit ausländischen Staaten zu vereinbaren. Die klarere Delegationsregelung hat keine Auswirkungen auf die rechtliche Qualifizierung der entsprechenden Abkommen. Was hier Herr Gysin Remo will, ist eine zusätzliche Einschränkung, eine Einschränkung der Handlungsfreiheit in Bezug auf eine klare Befugnis, die der Bundesrat in Eigenverantwortung wahrnehmen will.

In der Kommission haben wir den Antrag Gysin Remo nicht behandelt; persönlich empfehle ich Ihnen, diesen Antrag abzulehnen.

Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: On est de nouveau un peu dans la méfiance, là. Bien sûr, pour des conventions visant à sauvegarder le secret militaire, il peut arriver qu'un cas se présente qui mérite d'être réglé à l'échelon gouvernemental, mais il peut arriver qu'il mérite d'être traité à l'échelon des ministères de la défense, et il serait un peu bizarre et cocasse que nous ayons cette rigidité, cette impossibilité de délégation de compétences, alors que les autres gouvernements, eux, n'y verraient pas d'inconvénients. Je crois véritablement – la commission n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur cette proposition, qui est arrivée après – qu'il n'y a pas péril en la demeure. La confiance que nous accordons au Conseil fédéral, nous pouvons l'accorder, à travers lui, au département le cas échéant, quand c'est à cet échelon du ministère de la défense que les choses peuvent être réglées.

Je vous invite donc à rejeter la proposition Gysin Remo.

Schmied Walter (V, BE): Ma question est simple, et elle s'adresse au rapporteur qui s'exprime au nom d'une commission qui n'a pas statué sur la proposition Gysin Remo. J'ai beaucoup de compréhension pour la version qui donne au gouvernement suisse la possibilité de conclure avec d'autres gouvernements étrangers des conventions qui visent à sauvegarder le secret militaire. Le problème est que la Délégation des Commissions de gestion a accès à ces informations. Personnellement, je vous dirai que ça me dérange profondément. Je ne fais ici que répéter une position que j'ai défendue bien souvent, mais on ne peut pas faire une différence, à mon humble avis, entre une information au sujet d'un secret militaire partagé avec un pays étranger et une information à propos d'un secret militaire qui ne concerne que la Suisse. Quelle est l'interprétation que vous en faites?

Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: Je vous répète simplement ce que j'ai dit tout à l'heure. Il y a des cas différents qui se présentent et – je pense que c'est ce que M. Schmid, conseiller fédéral, vous dira tout à l'heure – dans certains cas la délégation de compétences peut parfaitement être donnée au département alors que dans d'autres non. Ce qui nous est proposé, c'est que le Conseil fédéral puisse conclure des conventions. Simplement, je ne crois pas qu'il y ait lieu d'exclure, car il s'agit de cela dans la proposition Gysin Remo. C'est le mot «exclue» qui est important. Je crois donc qu'il ne faut pas exclure une fois pour toutes, définitivement et dans tous les cas, cette délégation de compétences.

Schmid Samuel, Bundesrat: Ich bitte Sie ebenfalls, den Antrag Gysin Remo abzulehnen; und zwar nicht, weil der Bundesrat beabsichtigt, generell irgendwelche Kompetenzen zu delegieren, sondern weil dieser zweite Satz derart restriktiv formuliert ist. Letztlich geht es um Vereinbarungen, die einen ganz unterschiedlichen Inhalt haben können.

Wenn es um wesentliche, grundlegende Vereinbarungen geht, ist eine Kompetenzdelegation aufgrund der Verfassung ohnehin nicht möglich. Aber immerhin, wenn vorhin von Vereinbarungen gesprochen worden ist, heisst es hier ganz generell, eine Delegation sei ausgeschlossen. Darunter verstehe ich, nach dem Prinzip der Gesetzestreue, dass sie generell nicht möglich wäre. Das nähme uns eine Flexibilität, die meines Erachtens nicht eingeschränkt werden sollte. Also bitte ich Sie, beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben und den Antrag Gysin Remo abzulehnen.

La présidente (Maury Pasquier Liliane, présidente): Le groupe radical-démocratique et le groupe de l'Union démocratique du centre communiquent qu'ils rejettent la proposition Gysin Remo.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 99 Stimmen

Für den Antrag Gysin Remo 43 Stimmen

Art. 151 Abs. 1, 2; Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 151 al. 1, 2; ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 01.065/2395)

Für Annahme des Entwurfes 101 Stimmen

Dagegen 18 Stimmen

2. Bundesbeschluss über die Verwaltung der Armee

2. Arrêté fédéral concernant l'administration de l'armée

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 01.065/2396)

Für Annahme des Entwurfes 126 Stimmen

Dagegen 3 Stimmen

3. Verordnung der Bundesversammlung über die Organisation der Armee

3. Ordonnance de l'Assemblée fédérale sur l'organisation de l'armée

Detailberatung – Examen de détail

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 2*Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Schlüer, Pfister Theophil)

Streichen (vgl. Art. 4 und 5 AO)

Art. 2*Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Schlüer, Pfister Theophil)

Biffer (voir art. 4 et 5 OOrgA)

Schlüer Ulrich (V, ZH): Im Namen der Kommissionsminderheit und im Namen der Mehrheit der SVP-Fraktion ersuche ich Sie mit einem Antrag, der die Artikel 2, 4 und 5 betrifft, auf die Reserve zu verzichten. Wir möchten Ihnen beliebt machen, mit effektiven Beständen zu planen – allenfalls können diese etwas kleiner sein als die vorgesehenen –, aber nicht mit fiktiven Beständen.

Die modernen Herausforderungen, denen sich die Armee gegenüber sieht, wenn sie allenfalls im Innern des Landes zum Assistenzdienst aufgerufen wird, bestehen aus schwierigen, komplizierten Aufgaben, die mit Zurückhaltung ausgeführt werden müssen. Für diese Aufträge – insbesondere Bewachungsaufträge, aber auch Einsatzaufträge – können Sie auf gewisse Bestände nicht verzichten. Deshalb haben wir Ihnen – leider erfolglos – beantragt, auf das Durchdienerkonzept zu verzichten. Deshalb bitten wir Sie auch, auf die Reserve zu verzichten, also eine Armee mit effektiv eingeteilten, mit effektiv trainierten und mit effektiv ausgerüsteten Armeeangehörigen vorzusehen.

Das Modell, wie man im Fall einer Krise die Armee hochfahren will, sieht auf Folien präsentiert perfekt aus. Aber Sie gewinnen keinen Konflikt und schon gar keinen Krieg auf Folien, Sie gewinnen ihn allenfalls in der Wirklichkeit, sicher bloss auf der Grundlage effektiv geleisteter Einsätze. Wenn Sie Leute haben, die zwar auf dem Papier der Armee angehören, als Reservisten aber seit Jahren keinen Dienst geleistet, keine zeitgemässe Ausbildung und Weiterbildung mehr genossen haben, dann können Sie diese Leute, wenn Sie Ihre Verantwortung ernst nehmen, in einem Ernstfall, nicht einsetzen. Es wäre schlicht verantwortungslos, unausgebildete Leute in einen Einsatz zu schicken, der höchste Anforderungen abverlangt. Das darf nicht geschehen. Wenn wir die Lektionen aus solchen Einsätzen, die wir aus der Geschichte kennen, ernst nehmen, dann dürfen wir nicht teilweise oder ungenügend Ausgebildete in solche Einsätze schicken.

Die Armee geht vom Aufwuchsmodell aus. Sie könne also bei erhöhter Bereitschaft je nach Alarmstufe zusätzliche Leute einberufen. Wenn Sie beispielsweise von einer Naturkatastrophe, von einem Fall wie in Gondo, ausgehen, dann erkennen Sie, dass diese Aufwuchstheorie auch umsetzbar sein wird. Für einen solchen Fall, bei dem 95 Prozent der Bevölkerung dringend einen Einsatz der Armee erwarten, werden Sie allenfalls sogar Reservisten aufbieten können.

Aber es gibt auch andere Einsätze, und auch mit diesen Einsätzen müssen wir uns befassen. Was tun Sie, wenn in einer Stadt – die modernen Konflikte werden in den Städten ausgetragen – z. B. Konflikte zwischen gewaltbereiten Ausländern, zwischen ausländischen Gruppen, die miteinander verfeindet sind, ausgetragen werden? Wie gehen Sie dann vor? Dann müssen Sie Ihre Aufwuchstheorie in einem äusserst schwierigen, politisch delikaten Umfeld umsetzen. Ob dies gelingt, ist eine ganz andere Frage. Ich glaube, da geben Sie sich Illusionen hin. Denken Sie an eine Armee, die nicht glaubt, von der Fünftageweche abweichen zu können, weil die Freundinnen der Rekruten damit nicht einverstanden wären, eine Armee, die weiterhin tatenlos bleibt, wenn Rekruten, wenn Wehrmänner in Uniform angegriffen wer-

den, eine Armee, die sich nicht gegen Kantone durchsetzt, die das Dispensationswesen exzessiv, gegen die Interessen der Armee ausnützen: Eine solche Armee soll die Kraft haben, ihre Aufwuchstheorie auch in einem schwierigen Umfeld umzusetzen? Das glaube ich nicht!

Ich möchte Sie auffordern: Bauen Sie die Armee nicht auf Fiktionen auf. Gehen Sie von der Realität aus. Gehen Sie davon aus, dass wir, wenn wir Reservisten schaffen, sie in der Anfangsphase ausrüsten, solange wir, weil die Armee ohnehin verkleinert wird, anfänglich auch für die Reservisten noch genügend Material haben. Aber wir werden dieses Material nicht mehr haben, wenn wir es neu anschaffen müssten, um auch Reservisten glaubwürdig auszurüsten. Spätestens dann werden wir die Reservisten auch nicht mehr aufbieten können.

Ich bitte Sie: Arbeiten Sie nicht mit Fiktionen, arbeiten Sie mit der Realität. Verzichteten Sie auf dieses Reservistenkonstrukt, gehen Sie vom effektiven, vom effektiv ausgerüsteten, vom effektiv ausgebildeten Wehrmann aus.

Cuche Fernand (G, NE): Monsieur Schlüer, dans l'analyse des risques qui vous amènent à condamner les réservistes, vous avez mentionné les catastrophes naturelles. Pour le groupe écologiste, les catastrophes naturelles ne constituent pas un risque militaire. On peut intervenir par des moyens civils. En ce qui concerne la présence des étrangers violents, ce n'est pas non plus un risque militaire pour lequel on doit faire appel à l'armée, c'est un risque de désordre public qui entraîne le recours à des forces de police mieux préparées pour répondre à cette menace. Donc, quel est, selon vous, le risque purement militaire, le risque vraiment militaire en relation très étroite avec la mission d'«Armée XXI» que vous attendez?

Schlüer Ulrich (V, ZH): Ich habe einerseits von Naturkatastrophen gesprochen, weil wir bei Naturkatastrophen die Armee jeweils zur zusätzlichen Hilfeleistung benötigen. Das ist längst erwiesen.

Was das Militärische betrifft, haben wir von den aktuellen Konflikten auszugehen. Aktuelle Konflikte – auch für die Armee – spielen sich heute nicht mehr ausschliesslich auf der anderen Seite der Landesgrenze ab, sie können sich auch im Landesinneren abspielen.

Meine Auffassung ist, dass sich die Armee auf solche Einsätze sorgfältig vorzubereiten hat. Sie darf die Augen nicht vor möglichen Aufträgen, die auf sie zukommen, verschliessen, sie hat sich auf diese vorzubereiten. Nichts wäre verantwortungsloser, als in solche Einsätze «hineinzustolpern», ohne dass man sich je darauf vorbereitet hätte.

La présidente (Maury Pasquier Liliane, présidente): Le groupe démocrate-chrétien communique qu'il soutient la proposition de la majorité.

Tschuppert Karl (R, LU): Herr Schlüer, Ihr Konzept ist ja gut und recht. Aber Sie können sich auch erinnern, dass beispielsweise 1998/99 für die Bewachung der Botschaften noch rund 50 Prozent der heutigen, relativ grossen Armee zur Verfügung standen. Alle anderen hatten gut begründete Dispensationen. Es ist so: Je älter die eingeteilten Leute sind, umso schwieriger wird es, sie von den Betrieben wegzunehmen. Deshalb ist vermutlich unser Konzept, wonach das Dienstalter reduziert wird, besser.

Meine Frage: Sind Sie bereit, in Bezug auf Ihr Konzept in diesem Rat auch tatsächlich dafür zu sorgen, dass dann auch die finanziellen Mittel für diese grössere Armee und die bessere Ausrüstung für dieses grössere Heer bereitgestellt werden? Das ist die Kernfrage, die wir uns in diesem Zusammenhang stellen müssen. Vermögen wir das?

Schlüer Ulrich (V, ZH): Erstens, Kollege Tschuppert, wenn Sie daran erinnern, dass nicht alle einrücken, wenn sie dazu aufgeboten werden, ist dies das beste Argument dafür, auf

Reservisten zu verzichten. Da wird die Fiktion ja offensichtlich. Wir schreiben einen Bestand auf Papier, von dem wir genau wissen, dass wir ihn nie aufbieten können. Da müssen wir doch endlich den Realitäten ins Auge schauen.

Was die Finanzen betrifft, bin ich der Auffassung: Wir brauchen eine Armee für schweizerische Bedürfnisse – zum Schutz der Schweiz, zum Schutz der hier ansässigen Bevölkerung. Ich bin völlig überzeugt, dass die entsprechenden finanziellen Mittel dieser Armee von dieser Schweizer Bevölkerung bereitgestellt werden; sie werden aber nicht bereitgestellt, wenn wir mit der Armee Dinge tun, von denen die Bevölkerung nicht überzeugt ist.

Banga Boris (S, SO): Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion ebenfalls dringend, den Antrag der Minderheit Schlüer – er gilt für die Artikel 2, 4 und 5 – abzulehnen.

Hier haben wir wieder ein typisches Beispiel: Herr Kollege Schlüer und seine Mitkämpfer sind irgendwo zwischen Hartmannswillerkopf und Verdun stehen geblieben, sie plädieren wieder für eine Massenheer.

1. Auf der ganzen Welt gibt es Reservisten. Reservisten verfügen bekanntlich nicht über das neueste Material, aber sie haben immerhin noch das Material, auf dem sie ausgebildet worden sind.

2. Die Durchdiener sind bei dieser Reserve, und deshalb haben wir auch eine Durchhaltereserve. Nur so sind eine Ablösung und ein Ablösungssystem auch möglich. Deshalb braucht es für die Reservisten auch kein weiteres Material.

3. Wenn man zu wenig Geld hat, Herr Kollege Schlüer, so kann man die Armee eben nicht auf einem Bestand von 220 000 Männern und Frauen belassen.

4. Die Erfahrung zeigt, dass Reservisten innert kürzester Zeit wieder einsatzfähig sind. Als Beispiele lassen die USA und Grossbritannien grüssen.

Damit es noch klarer wird: Die Annahme der Anträge der Minderheit Schlüer würde bedeuten, dass wir zwölf statt sechs Wiederholungskurse machen müssten oder dass wir wieder zum Zweijahresrhythmus zurückkehren würden. Der Kompaniekommandant hätte doppelt so viele Leute unter seiner Kontrolle und hätte sie zu verwalten. Die Leute würden nicht in den Dienst kommen. Vor allen Dingen ist für mich Folgendes komisch: Das Modell Schlüer ist nicht durchsichtig, lehnt Herr Schlüer doch das Durchdienermodell und die damit abgestufte Bereitschaft ab. Die «Armee Schlüer» ist nicht finanzierbar, und ich kann mit seinen Worten sagen: Sie ist ein noch grösseres Phänomen als das, was er behauptet hat – nicht einmal das Gegenteil seiner Meinung ist richtig.

Baader Caspar (V, BL): Herr Kollege Banga, wenn Sie so für die Reservisten plädieren, was geschieht mit diesen Reservisten, wenn das Material der «Armee 95» nicht mehr vorhanden oder veraltet ist? Werden Sie dann die Abschaffung dieser Reservisten fordern?

Banga Boris (S, SO): Wir gehen davon aus, dass wir diese Frage die nächsten zehn Jahre mit unserem Überbestand an Material und an Waffen nicht prüfen müssen. Aber ich bin sicher, dass ständig neue Waffen und Systeme beschafft werden und dass diese, wenn wieder Neues beschafft wird, zur Reserve gehen.

Siegrist Ulrich (V, AG): Eine starke Minderheit innerhalb der SVP-Fraktion empfiehlt Ihnen, beim System der Reserve zu bleiben. Es ist ein Kernstück des Systems der abgestuften Bereitschaft. Es geht darum, nicht mit möglichst grossen Beständen eine durchschnittliche Bereitschaft, sondern jeweils lagegerecht eine höhere oder tiefere Bereitschaft mit jeweils angemessenen Beständen zu haben. Deshalb das abgestufte System mit Durchdienern, aktiven WK-Verbänden und Reservisten. Die Reserve als solche aufzulösen und mit den Aktivbeständen zu mischen ergibt einen schlechteren Mix

und eine schlechtere durchschnittliche Bereitschaft; denn die Reservisten bleiben Reservisten, wenn sie bis zu vier Jahre keinen WK gemacht haben; sie bleiben eben doch Reservisten, auch wenn man ihnen nicht so sagt.

Für die raschen Reaktionen der ersten Stunde haben wir genügend aktive WK-Verbände vorgesehen, aber für die zweite und dritte Stunde brauchen wir in gewissen Situationen, wie jede andere Armee, diese Reserve. Mit dem Ausbildungsstand dieser Verbände wieder heraufzufahren – wenn man solche Verbände aufgeboten hat – ist eine normale Tätigkeit, die jede Armee beherrschen muss und die übrigens bei uns von alters her in den verschiedenen Verbänden nach Mobilmachungsübungen immer wieder geübt wurde.

Die Reservisten dienen im Übrigen nicht nur der Aufstockung der Armee, sondern auch der Ablösung aktiver Verbände, also vor allem der Durchhaltefähigkeit bei flächendeckenden Infanterieaufgaben. Sie brauchen dafür nicht in allen Fällen zusätzliche teure Waffensysteme. Dafür hätten Sie im Übrigen auch nicht mehr Geld, wenn wir diese Reserve streichen würden. Kein Mensch glaubt ja, dass wir mehr Geld für neue Waffensysteme zur Verfügung hätten, wenn wir die Reserve streichen würden, sondern es entsteht dann wieder die Gefahr des übergrossen Bestandes mit durchschnittlicher oder unterdurchschnittlicher Bereitschaft. Das beschönigen wir auch nicht damit, dass wir dann auf dem Papier einfach weiterhin einen Armeebestand von 220 000 Mann aufführen. Es liegt ein ausgeklügeltes System vor, und die Diskussionen um die Reservisten wurden während zwei Jahren geführt.

Ich bitte Sie im Namen der Minderheit der SVP-Fraktion, den Minderheitsantrag Schlüer abzulehnen.

Wasserfallen Kurt (R, BE): Ich kann mich den Rednern anschliessen, welche für diese Reserve sind. Herr Schlüer, das ist keine Fiktion, sondern das ist eine Tatsache, und das können wir ohne weiteres tun. Herr Schlüer war schon bei der Durchdiener-Diskussion dagegen, er will keine Aufspaltung in aktive Armee und Reserve. Dabei haben wir schon heute eine Reserve, sie besteht nämlich aus denjenigen, die keine Wiederholungskurse mehr leisten. Das wurde auch schon gesagt. Nur haben dann die Kompaniekommandanten so genannte «Karteileichen» zu verwalten – das gibt viel mehr Arbeit. Da sagen wir lieber, was es ist. Wir machen eine Reserve, und wir stellen sie bereit, um die Durchhaltefähigkeit zu erhöhen.

Es wurde auch schon gesagt: Die Armee würde erheblich teurer, wenn man wie Sie, Herr Schlüer, an einer aktiven Armee von 220 000 Mann – und Frau – festhalten würde. Wie Sie das bezahlen, sagen Sie nicht. Sie wollen uns nicht mitteilen, welche Gelder Sie zur Verfügung stellen wollen und wo Sie abbauen wollen, wenn wir schon eine Schuldenbremse haben. Ich weiss, es ist für die Armee ein hartes Stück – auch die Verkleinerung. Aber sie muss aus verschiedenen Gründen sein, wir haben das ausführlich miteinander diskutiert. Ich bin auch der Ansicht, dass die Reserve gut ausgerüstet sein muss; aber die Reservisten haben, wie in anderen Armeen auch, das ältere Material als jene, die in der aktiven Armee eingeteilt sind. In diesem Sinne ist das halt auch ein bisschen ein Kompromiss, aber wir sollten ihn eingehen, auch aus Finanzgründen.

Was die Ausbildung anbelangt, Herr Schlüer: Wir können diese Leute in Krisenzeiten ausbilden, auch nachträglich, denn die Ältesten, die aus der aktiven Armee ausgeschieden sind, sind höchstens seit vier Jahren weg, und die haben auch nicht alles vergessen.

Schlüer Ulrich (V, ZH): Herr Kollege Wasserfallen, ich möchte Ihnen eine Frage zu Ihren Sorgen mit den Armeefinanzien stellen. Wie Sie wissen, haben wir heute eine Armee von über 400 000 Mann. Die neue Armee wird so oder so nur halb so gross sein. Ist die Unterstützung für die Armee in Ihrer Fraktion, in der freisinnig-demokratischen Fraktion, so

schwach, dass Sie befürchten, dass wir in Zukunft nicht einmal mehr die halbe Armee noch ausrüsten und unterhalten können?

Wasserfallen Kurt (R, BE): Herr Schlüer, Sie wissen ganz genau, dass die FDP hinter der Armee steht, erst noch hinter einer modernen. Sie wissen auch ganz genau, dass eine kleinere Armee von den Beschaffungskosten her teuer ist. Das ist so. Wir stehen zu diesen 4,3 Milliarden Franken – wenn ich die Zahl recht im Kopf habe. Wir sind aber dafür, dass wir mehr investieren und weniger laufende Ausgaben haben. Hier haben wir nämlich eine Scherenbewegung, die aufgeht, was für die Armee nicht gut ist. Aber wir wollen eine kleinere, eine kompetente, eine gut ausgerüstete Armee. Dahinter steht die FDP.

La présidente (Maury Pasquier Liliane, présidente): Le groupe libéral communique qu'il soutient la proposition de la majorité.

Leu Josef (C, LU), für die Kommission: Die Minderheit Schlüer will also auf die Reserve verzichten. Die Mehrheit Ihrer vorberatenden Kommission beantragt, die Minderheitsanträge bei den Artikeln 2, 4 und 5 abzulehnen.

Herr Wasserfallen hat darauf aufmerksam gemacht, dass wir bereits heute eine Reserve haben, die eigentlich dem Modell Schlüer entspricht. Die Reserve ist einfach in den aktiven Kompanien eingeteilt. Durch die Trennung in eine aktive Armee und eine Reserve gibt es entgegen den Behauptungen keinen Effizienzverlust. Es gibt eine Konzentration zugunsten der aktiven Verbände, da sie ohne diese Hypothesen in den Einsatz gehen können.

Dies, Herr Schlüer, hat gar nichts mit einer «Fiktion» zu tun, aufgrund welcher sich gemäss Ihren Vorstellungen die Armee in eine falsche Richtung entwickeln würde. Ich mache darauf aufmerksam, dass gerade bei Ihrem Bedrohungsszenario, Herr Schlüer, ja ein besonders hoher Grad der Fähigkeit zur Leistungserbringung gefragt ist. Dieser ist gefragt bei inneren Unruhen, bei gewalttätigem Extremismus, bei Terrorismus, gleichzeitig ist aber auch ein hoher Grad an Bereitschaft gefordert. Gerade dieses Element der Durchdringung, genau dieses System, Herr Schlüer – in einer früheren Stufe sind es noch Zeitmilitär, Berufsmilitär –, bekämpfen Sie. Hier sehe ich einfach einen Widerspruch in Ihrer Argumentation.

Es geht hier nicht um eine Alibiübung, die ein Phantom kreieren würde. Das Phantom wird allenfalls durch zu tiefe Kredite geschaffen – auch darauf wurde bereits hingewiesen –, nicht aber durch das Modell an sich. Ich möchte Folgendes festhalten: Wenn wir das heutige System der Durchmischung weiterführen, kann dies darauf hinauslaufen, dass die Armee bereits nach kurzer Zeit ein weiteres Mal massiv reduziert wird.

Die Kommission beantragt Ihnen deshalb mit 15 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung, den Minderheitsantrag Schlüer bei Artikel 2 abzulehnen. Diese Abstimmung gilt auch für die Artikel 4 und 5.

Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: La minorité Schlüer est cohérente en faisant cette proposition; la majorité de la commission est cohérente lorsqu'elle vous propose de la rejeter. Pourquoi? parce que tout le système qui est proposé – vous l'avez bien vu, vous l'avez bien compris –, consiste à faire en sorte qu'il y ait une armée dotée des moyens adéquats, en tenant compte de la réalité, une armée qui ait un effectif plus concentré, mais avec un niveau de formation plus élevé pendant la durée de l'obligation de servir. Donc, tout est plus concentré, mais tout est en même temps de meilleure qualité en ce qui concerne la formation et donc l'efficacité de l'engagement.

Vous savez bien qu'aujourd'hui on n'a jamais des bataillons, des compagnies avec un effectif complet. Il manque toujours énormément de monde. Par conséquent, pour l'engagement, il y a une distorsion, puisque l'on parlait de réalité, en-

tre ce qui serait la réalité d'un engagement et ce qu'il en est dans l'exercice.

Avec la conception de la minorité Schlüer, on n'arrivera jamais à avoir des unités qui soient réalistes et opérationnelles pour l'engagement.

Avec la conception de la majorité de la commission, et donc du Conseil fédéral, on a des unités qui sont réalistes, avec les actifs qui sont vraiment en exercice et incorporés. Quant à la réserve, elle n'aura pas besoin d'être formée. Suivant la nature des engagements, il pourrait y avoir des missions confiées à la réserve, des missions qui conviendraient à une réserve, mais qui ne seraient pas celles qui seraient confiées à l'active. Nous avons donc une réelle séparation et, pour la formation, c'est évidemment un avantage évident, compte tenu encore une fois des moyens avec des effectifs réels et réalistes.

C'est la raison pour laquelle, par 15 voix contre 2 et avec 1 abstention, la commission vous propose de rejeter la proposition de minorité Schlüer.

Schmid Samuel, Bundesrat: Ich bitte Sie ebenfalls, die Minderheitsanträge Schlüer zu den Artikeln 2, 4 und 5 – wie immer sie auch begründet worden sind – abzulehnen. Anwälte pflegen im ersten Artikel der Klageantworten alles, was die klagenden Parteien vorbringen, zu bestreiten, soweit etwas nicht ausdrücklich zugegeben wird; bei Ihnen, Herr Schlüer, bin ich geneigt, vorweg das Gleiche zu tun.

Einen Punkt muss ich aber ausdrücklich zurückweisen, nämlich die von Ihnen wider besseres Wissen wieder vorgebrachte These, dass es die Armee unterlasse, zu ihren Leuten zu schauen. Sie wissen, dass wir dieses Problem in der SiK behandelt haben; Sie wissen, dass die Armee Massnahmen getroffen hat; und Sie wissen, dass die für die Polizeihochheit zuständigen Kantone ein weiteres Ausdehnen der militärischen Schutzmassnahmen abgelehnt haben. Ich nehme an, dass Sie als Föderalist die kantonale Polizeihochheit ebenfalls achten.

Nun zum Problem: Man tut so, als würde man die Bereitschaft der Armee erhöhen, wenn man den Minderheitsantrag Schlüer zustimmt. Man begründet das, indem man sagt: Arbeiten Sie mit den effektiven Beständen! Das ist wörtlich so gesagt worden. Oder man verweist – da bin ich durchaus mit Herrn Schlüer einverstanden – auf die schwierige und komplizierte Aufgabe, die auf diese Armee als wesentlichstes Sicherheitsorgan wartet.

Nun muss ich Ihnen sagen, dass Sie mit der Annahme des Minderheitsantrages Schlüer das Problem nicht lösen, im Gegenteil: Sie verschlechtern die Situation. Was hiesse das? Das hiesse, dass die 80 000 Mann, die heute in der Reserve sind, in die Verbände eingegliedert würden. Damit würden diese Verbände grösser, aber die Anzahl der WK würde nicht obligatorisch verlängert, es sei denn, man würde inskünftig zehn WK verlangen; aber das hat der Rat abgelehnt. Dem müssten Sie politisch einmal zur Zustimmung verhelfen, dann könnte man darüber sprechen. Man müsste dann auch die eigentliche Dienstleistungszeit verlängern, bis 34 oder 36 Jahre, weil diese zehn WK auch einzeln verschoben werden könnten. Wenn Sie das nicht tun, kehren Sie allenfalls wieder zum Zweijahresrhythmus zurück, das heisst, das Ausbildungsniveau sinkt. Dann wird man gerade diesem Bedürfnis nicht gerecht.

Oder – ich nehme an, das ist für den Antragsteller die nahe liegende Variante – man macht es wie heute, man integriert diese Wehrmänner in die bisherigen Kompanien – mit dem Effekt allerdings, dass jeder Kompaniekommandant, der jetzt in kürzester Zeit dieser schwierigen und komplexen Aufgabe gegenübersteht, mit 10 oder 20 Prozent Leuten einrückt, die nicht auf demselben Ausbildungsstand sind wie die anderen, weil es nämlich Leute sind, die mit 26 Jahren ihre Dienstzeit abgeschlossen haben und bis und mit 30 Jahren zwar eingeteilt bleiben, notfalls auch einrücken müssen, aber nicht entsprechend ausgebildet sind.

Gerade weil der Bundesrat, die Kommission Ihres Rates und der Ständerat der Auffassung sind, dass komplexe Aufgaben

auf die Armee warten, ist man zu dieser Zweiteilung gezwungen. Herr Schlüer hat selbstverständlich nicht Unrecht, wenn er sagt, dass diese Erhöhung der Bereitschaft für die Reserve ein Problem ist. Selbstverständlich ist das so. Aber das ist auch heute so, und jetzt durchmischen Sie noch die aktiven Kompanien; das heisst, im raschen Einsatz sinkt das durchschnittliche Niveau dieser Einsatzeinheiten. Inskünftig hätten wir einerseits Einsatzeinheiten, die aktive Leute umfassen würden, und andererseits Reserveeinheiten, die in Ausschöpfung der Dienstage – denn wir haben ja im Gesetz 330 Dienstage vorgesehen – in zusätzlichen WK vom Bundesrat entsprechend in eine höhere Bereitschaft zu führen wären.

Ob und inwieweit diese Leute ausgerüstet werden, das entscheiden Sie hier im Parlament. Ich stelle fest, dass auch von Ihnen, Herr Schlüer, in den letzten Jahren bei einem Militärkredit nie gesagt wurde, er sei wesentlich zu erhöhen. Wenn das auch inskünftig nicht anders ist, sind wir – gerade, weil wir eine Armee konstruieren, die tut, was das Volk will – gezwungen, den Verteidigungs- und den Raumsicherungsauftrag glaubwürdig und lageadäquat zu erfüllen. Aber ein Verteidigungsauftrag verschlingt entsprechende Mittel, Herr Schlüer, das wissen Sie mindestens so gut wie ich. Wenn wir jetzt diese Anforderungen erfüllen wollen, kommen wir auf diese Verkleinerung der Armee, mit der Möglichkeit, die Reserve bis zur Ausschöpfung der 330 Tage nachträglich zu zusätzlichen WK einzuberufen, und auf der anderen Seite auf das System der abgestuften Bereitschaft, das hier bereits akzeptiert worden ist.

Mit anderen Worten: Wenn Sie dem Antrag der Minderheit Schlüer folgen würden, wäre das klar und beweisbar eine Verschlechterung der Bereitschaft der Armee. Wir würden damit der Glaubwürdigkeit dieses Sicherheitsinstrumentes keinen Dienst erweisen.

Ich bitte Sie deshalb, die Anträge der Minderheit abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 131 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 24 Stimmen

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Schlüer, Pfister Theophil)

Streichen

Art. 4

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Schlüer, Pfister Theophil)

Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 5

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Schlüer, Pfister Theophil)

Abs. 1

.... Bestand von rund 220 000

Abs. 2, 3

Streichen

Art. 5

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Schlüer, Pfister Theophil)

Al. 1

.... effectif d'environ 220 000

Al. 2, 3

Biffer

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 6

Antrag der Kommission

Mehrheit

Abs. 1

In der Grundstruktur gliedert sich die Armee in:

a. den Generalstab, den Führungsstab der Armee und die Armeestabteile;

b. die Führungsstäbe des Heeres und der Luftwaffe;

c. die Lehrverbände des Heeres und der Luftwaffe: Schulen, Lehrgänge und Kurse;

d. die Stäbe der Territorialregionen;

e. die Brigaden in der Grundgliederung;

f. die Logistikbasis der Armee: Unterhalts- und Instandstellungsbetriebe, Lehrverband Logistik und Logistikbrigade;

g. die Truppenkörper: Bataillone, Abteilungen, Kommando Grenadiere, Flugplatzkommandos, Geschwader;

Abs. 2

Für die Ausbildung kann der Bundesrat die Truppenkörper und Truppeneinheiten den Brigaden oder den Lehrverbänden unterstellen. Er berücksichtigt dabei die regionale Zusammengehörigkeit.

Abs. 3

Für das Erstellen der Einsatzbereitschaft und im Einsatz werden die Brigaden, Truppenkörper und Truppeneinheiten dem Führungsstab der Armee, den Einsatzstäben des Heeres und der Luftwaffe oder den Stäben der Territorialregionen unterstellt.

Abs. 4, 5

Streichen

Minderheit

(Engelberger, Borer, Oehrli, Pfister Theophil, Schlüer, Tschuppert)

Abs. 1

Gemäss Ständerat, aber:

....

g. 4 Führungsstäbe der Territorialregionen;

....

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3

Die Infanterie-, Gebirgsinfanterie- und Panzerbrigaden werden im Ausbildungs- und im Assistenzdienst den Führungsstäben der Territorialregionen unterstellt.

Abs. 4

Gemäss Mehrheit zu Artikel 6 Absatz 3, aber:

.... oder den Führungsstäben der Territorialregionen unterstellt.

Abs. 5

Streichen

Eventualantrag der Minderheit

(Tschuppert, Eberhard, Engelberger, Oehrli, Pfister Theophil)

(falls der Antrag der Minderheit abgelehnt wird)

Abs. 1

....

e. die Brigaden:

1. 4 Infanteriebrigaden,
2. 3 Gebirgsinfanteriebrigaden,
3. 2 Panzerbrigaden,
4. 1 Logistikbrigade;

....

*Antrag Fehr Hans**Abs. 1*

Gemäss Bundesrat, aber:

....

c. Schulen, Lehrgänge und Kurse des Heeres und der Luftwaffe;

Eventualantrag Wasserfallen

(falls der Antrag der Mehrheit abgelehnt wird)

Abs. 1

....

f. die Logistikbasis der Armee: Unterhalts- und Instandstellungsbetriebe, Lehrverband Logistik, Logistikbrigade.

Eventualantrag Keller

(zum Eventualantrag der Minderheit)

Abs. 1

....

e. die Brigaden:

....

3. 3 Panzerbrigaden,

....

Eventualantrag Hess Walter

(zum Antrag der Minderheit)

Abs. 1

....

h. die Brigaden:

....

5. 1 Führungsunterstützungsbrigade;

....

Eventualantrag Hess Walter

(zum Eventualantrag der Minderheit)

Abs. 1

....

e. die Brigaden:

....

5. 1 Führungsunterstützungsbrigade;

....

Antrag Lalive d'Epinay

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Schneider**Abs. 1*

Die Armee gliedert sich:

a. auf der strategisch-operativen Stufe in:

- den Chef der Armee;
- den Führungsstab der Armee;
- den Generalstab;
- das Heereskommando mit seinen Lehrverbänden;
- das Luftwaffenkommando mit seinen Lehrverbänden;
- die Logistikbasis der Armee;
- das Kommando der höheren Kaderausstellung.

b. auf der operativ-taktischen Stufe in:

- vier Divisionsführungsstäbe;
- die Brigaden:

1. 6 Infanteriebrigaden,

2. 3 Gebirgsinfanteriebrigaden,

3. 2 Panzerbrigaden.

c. auf der taktischen Führungsebene in:

- die Truppenkörper (Bat, Abt, Kdo Gren, Flpl Kdo, Geschw);
- die Truppeneinheiten (Kp, Bttr, Staffel, Kol).

Abs. 2

Für die Ausbildung:

- in der Grundschule, zum Uof und Of sind das Heeres- beziehungsweise das Luftwaffenkommando verantwortlich;
- in den Wiederholungskursen sind Brigaden und Truppenkörper verantwortlich. Sie werden von den Lehrverbänden unterstützt;

- für besondere Ausbildungsbedürfnisse kann der Bundesrat die Truppenkörper und Truppeneinheiten des Heeres direkt der Ausbildungsorganisation des Heeres zuweisen.

Abs. 3

Für die Erstellung der Einsatzbereitschaft und für den Einsatz:

- der Verbände des Heeres benutzt der Chef der Armee so lange wie möglich und sinnvoll die eingespielten Führungsstrukturen der operativ-taktischen Stufe;

- kann der Chef der Armee Brigaden, Truppenkörper und Truppeneinheiten dem Führungsstab der Armee oder dem Heeres- beziehungsweise dem Luftwaffenkommando direkt unterstellen;

- der Verbände der Luftwaffe benutzt der Chef der Armee die eingespielten Führungsstrukturen der Luftwaffe.

Eventualantrag Schneider

(falls der Antrag der Minderheit abgelehnt wird)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 6*Proposition de la commission**Majorité**Al. 1*

Dans sa structure de base, l'armée est articulée comme suit:

a. l'Etat-major général, l'état-major de conduite de l'armée et les fractions de l'état-major de l'armée;

b. les états-majors de conduite des Forces terrestres et des Forces aériennes;

c. les centres de formation des Forces terrestres et des Forces aériennes: écoles, stages et cours;

d. les états-majors des régions territoriales;

e. les brigades dans leur articulation de base;

f. la base logistique de l'armée: services d'entretien et d'exploitation de la logistique, formation d'application de la logistique et brigade logistique;

g. les corps de troupe: les bataillons, les groupes, le commandement des grenadiers, les commandements des aérodromes, les escadres;

h. les unités de troupe: les compagnies, les batteries, les escadrons, les colonnes.

Al. 2

Le Conseil fédéral peut, aux fins de l'instruction, subordonner les corps de troupe et les unités de troupe aux brigades ou aux centres de formation. Il tient compte de l'appartenance régionale.

Al. 3

Pour l'établissement de la disponibilité opérationnelle et lors de l'engagement, les brigades, les corps de troupe et les unités de troupe sont subordonnés à l'état-major de conduite de l'armée, aux états-majors d'engagement des Forces terrestres ou des Forces aériennes ou aux états-majors des régions territoriales.

Al. 4, 5

Biffer

Minorité

(Engelberger, Borer, Oehrli, Pfister Theophil, Schlüer, Tschuppert)

Al. 1

Selon Conseil des Etats, mais:

....

g. 4 états-majors de conduite des régions territoriales;

....

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3

En cas de service d'instruction et de service d'appui, les brigades d'infanterie, les brigades d'infanterie de montagne et les brigades blindées sont subordonnées aux états-majors de conduite des régions militaires.

Al. 4

Selon la proposition de la majorité à l'article 6 alinéa 3, mais: Forces aériennes ou aux états-majors de conduite des régions territoriales.

Al. 5

Biffer

Proposition subsidiaire de la minorité

(Tschuppert, Eberhard, Engelberger, Oehrli, Pfister Theophil)

(au cas où la proposition de la minorité serait rejetée)

Al. 1

....

e. les brigades:

1. 4 brigades d'infanterie,

2. 3 brigades d'infanterie de montagne,

3. 2 brigades blindées,

4. 1 brigade de la logistique;

....

Proposition Fehr Hans

Al. 1

Selon Conseil fédéral, mais:

....

c. les écoles, stages et cours des Forces terrestres et des Forces aériennes;

Proposition subsidiaire Wasserfallen

(au cas où la proposition de la majorité serait rejetée)

Al. 1

....

f. la base logistique de l'armée: service d'entretien et d'exploitation de la logistique, formation d'application de la logistique et brigade logistique.

Proposition subsidiaire Keller

(à la proposition subsidiaire de la minorité)

Al. 1

....

e. les brigades:

....

3. 3 brigades blindées,

....

Proposition subsidiaire Hess Walter

(à la proposition de la minorité)

Al. 1

....

h. les brigades:

....

5. 1 brigade d'aide au commandement;

....

Proposition subsidiaire Hess Walter

(à la proposition subsidiaire de la minorité)

Al. 1

....

e. les brigades:

....

5. 1 brigade d'aide au commandement;

....

Proposition Lalive d'Epinay

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Schneider

Al. 1

L'armée est articulée comme suit:

a. au niveau stratégique et opérationnel:

– le chef de l'armée;

– l'état-major de conduite de l'armée;

– l'Etat-major général;

– le commandement des Forces terrestres et ses centres de formation;

– le commandement des Forces aériennes et ses centres de formation;

– la base logistique de l'armée;

– le commandement de l'instruction supérieure des cadres.

b. au niveau opérationnel et tactique:

– 4 états-majors de conduite de division;

– les brigades:

1. 6 brigades d'infanterie,

2. 3 brigades d'infanterie de montagne,

3. 2 brigades blindées.

c. au niveau de la conduite tactique:

– les corps de troupe; les bataillons, les groupes, le commandement des grenadiers, les commandements des aérodromes, les escadres;

– les unités de troupe: les compagnies, les batteries, les escadilles, les colonnes.

Al. 2

L'instruction:

– de base, la formation de sous-officier et la formation d'officier sont placées sous la responsabilité du commandement des Forces terrestres ou de celui des Forces aériennes;

– pendant les cours de répétition est placée sous la responsabilité des brigades et des corps de troupe. Les centres de formation leur apportent leur soutien;

– pour des besoins d'instruction particuliers, le Conseil fédéral peut subordonner les corps de troupe et les unités de troupe des Forces terrestres aux organisations d'instruction des Forces terrestres.

Al. 3

Pour l'établissement de la disponibilité opérationnelle et lors de l'engagement:

– des unités des Forces terrestres, le chef de l'armée utilise aussi longtemps que possible et autant qu'il est judicieux, les structures de conduite habituelles du niveau opérationnel et tactique;

– le chef de l'armée peut subordonner directement les brigades, les corps de troupe et les unités de troupe directement à l'état-major de conduite de l'armée ou au commandement des Forces terrestres ou à celui des Forces aériennes;

– des unités des Forces aériennes, le chef de l'armée utilise les structures de conduite habituelles des Forces aériennes.

Proposition subsidiaire Schneider

(au cas où la proposition de la minorité serait rejetée)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Engelberger Eduard (R, NW): Ich vertrete bei Artikel 6 der Verordnung der Bundesversammlung über die Armeeorganisation eine starke Minderheit, die in der Kommission mit 10 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung unterlegen ist.

Wenn Sie in Zukunft – nach 2004 – eine Armee wollen, von der man in diesem Land nach wie vor sagen kann, dass sie flächendeckend, im Auftrag der ganzen Bevölkerung, operieren kann, dann müssen Sie der Minderheit zustimmen. Wir suchten nach einer Lösung, die der Miliz mehr Rechnung trägt, die eine bessere und vertiefte, flächendeckende regionale Verankerung bringt und die in der Vernehmlassung vielfach geforderte ungeteilte Führungsverantwortung von den territorialen Regionalstäben über die Brigaden bis zu den Bataillonen konsequent umsetzt.

Mit dem Antrag der Minderheit erreichen wir effektiv eine bessere regionale Verankerung, zusammen mit den vier Territorialregionen, wie sie im Armeeleitbild vorgesehen sind und in diesem Rat auch akzeptiert wurden. Diese bessere

Verankerung bestätigt auch das VBS in allen seinen Antworten auf diese Frage.

Dieser Antrag sieht auch keine Ter-Regionalstäbe mehr vor, bestehend aus 77 Milizoffizieren ohne Truppen, wie das die Fassung des Bundesrates und der Antrag der Mehrheit vorsehen. Es gibt also keine Milizstäbe, die planen und planen, vorbehaltene Entschlüsse fassen und mehr oder weniger ungeduldig warten, bis sie einmal im Assistenz- oder Ausbildungsdienst zum Einsatz kommen.

Man sagt uns zwar, diese regionale Verankerung finde bei der Rekrutierung und der Einteilung in die Bataillone statt. Dem ist so, und das ist ein Teil dieser Verankerung. Es ist aber auch die Mindestanforderung, die die Kantone nach dem nicht ganz freiwilligen Verzicht auf die kantonale Militärhoheit an die «Armee XXI» stellen.

Den zweiten wichtigen Teil der zusätzlichen, besseren Verankerung bildet die Unterstellung der Brigaden und Bataillone in ihren angestammten Territorialregionen. Diese bringt den Kommandanten und Truppen eine zusätzliche Nähe und Verbindung zur Bevölkerung, aber vor allem auch zu den Behörden der Gemeinden und Kantone. Sie erhalten quasi eine Heimat, wie das bisher der Fall war und von der Bevölkerung auch geschätzt wurde.

Mit der Grundgliederung in Artikel 6 Absatz 3 der Verordnung in Territorialregionen unterhalb der Kriegsschwelle, beim Ausbildungs- und Assistenzdienst im Land, will die Minderheit auch einer zu starken zentralistischen Führung von Bund und Armeezentrale in Friedenszeiten entgegenwirken.

Man macht uns zusätzlich den Vorwurf, wieder in ein altes System zurückzufallen, das notabene nicht schlecht war. Dies trifft aber nicht zu; das Konzept der «Armee XXI» nach Armeeleitbild und Militärgesetz bleibt bestehen. Die Modularität und die Lehrverbände bleiben erhalten; sie haben die gleichen Aufgaben wie bei der Fassung des Bundesrates. Es gibt lediglich eine Änderung, nämlich dass es in der Ausbildung eine Führungsebene mehr gibt.

Diese zusätzliche Führungsebene ist absolut vertretbar und verantwortbar – das wurde uns auch gesagt – und tut so im Sinne einer Friedenskonzession, Herr Bundesrat, der Effizienz der Ausbildung keinen Abbruch. Im Gegenteil, sie fördert auch die ungeteilte Führungsverantwortung auf allen Stufen bis zum Leutnant und Unteroffizier hinunter, wie sie im Gesetz in den Artikeln 55 und 56 neu verankert wurde.

Dazu ist ganz klar hervorzuheben, dass diese Grundgliederung keine Einsatzgliederung ist. Sie ist es weder innerhalb der Brigaden noch innerhalb der Territorialregionen. Die Armeeführung ist und bleibt immer frei für Umgruppierungen, sei es für die Ausbildung, den Assistenzdienst im Land oder den Einsatz. Wir haben auch keine Neuerfindung oder ein neues Konzept der «Armee XXI» gemacht, sondern lediglich das Modell des Armeeleitbildes (BBl 2002 1015) umgesetzt und den Begriff der Grundbereitschaft in eine Grundgliederung umfunktioniert. Damit wäre der Vorwurf des Rückfalls ins Alte und Traditionelle zum zweiten Mal widerlegt.

Unser Minderheitsantrag gleicht der Fassung des Ständerates, der vor allem im Sinne der Wahrnehmung seiner föderalistischen Aufgabe im Zweikammersystem eine regionalverträglichere und regional verankerte Lösung wollte. Er hat jedoch auch nach unserer Meinung über das Ziel hinausgeschossen, indem er auch den Einsatz der Armee dezentral regelte. Das wollen wir nicht, deshalb schlagen wir in den Absätzen 3 und 4 eine absolute Trennung von Friedensdienst und Einsatz vor. Das ist der wesentliche Unterschied zum Ständerat, den der Bundesrat auch unbedingt fordert und der auch völlig normal ist; alles andere wäre falsch. Somit kann der Antrag der Minderheit sicher auch von Herrn Bundesrat Schmid ohne Verlust an Glaubwürdigkeit mitgetragen werden, so hoffen wir es wenigstens.

Im Weiteren ist für uns die Aufzählung der Einsatzbrigaden in Absatz 1 Buchstabe h von zentraler Bedeutung. Diese Aufzählung muss in der Verordnung verankert sein, einer Verordnung, die von der Bundesversammlung zu jeder Zeit auf Antrag des Bundesrates oder des Parlamentes angepasst werden kann.

Herr Bundesrat, bei dieser Gelegenheit weisen Sie immer wieder auf einen vom Ständerat beantragten Controlling-Artikel, Artikel 149b des Militärgesetzes, hin. Wir finden ihn auch berechtigt, und er stärkt ebenso sehr die Position des Parlamentes wie auch jene der Sicherheitspolitischen Kommissionen. Aber mit diesem Controlling sind unser Anliegen und der Wille und Wunsch nach einer besseren Verankerung der Armee nicht wegzudiskutieren. Wir hoffen auf Ihr Verständnis und Ihre Mithilfe, eine «Armee XXI» zu schaffen, die wieder dem Volk gehört und nicht zentralistisch vom Pentagon bzw. Bundeshaus aus kommandiert wird. Dazu frage ich mich: Wer führt, wenn ein ähnliches Ereignis wie jenes vom 11. September 2001 in New York in Bern passiert? Ich denke, mit Vorteil die Territorialstäbe oder ein Territorialstab. Darauf müssen diese aber vorbereitet, dafür ausgebildet und geschult sein, mit Truppen und nicht als Statisten.

Ich bitte Sie, aus all diesen plausiblen, konzeptionell der «Armee XXI» nicht abträglichen, aber milizfreundlichen Gründen, der Minderheit zuzustimmen. Sie fällt nicht in die «Armee 61» oder «Armee 95» zurück, sie verhindert auch nicht eine optimale Ausbildung. Im Gegenteil, sie braucht keine zusätzlichen Mittel für die Führungsstrukturen wie die Fassung des Ständerates und kostet im Betrieb kaum mehr. Sie verbessert die Stellung der Milizoffiziere in diesen Milizstäben ohne Truppen, sie entspricht dem Armeeleitbild, sie fördert die Verankerung der Armee und der Brigaden im Volk, auf das wir auch in Zukunft zählen können. Ich denke dabei an die nächsten Militärvorlagen, z. B. an jene bezüglich der Flugzeuge, die dem Souverän wieder vorgelegt werden müssen.

Deshalb beantrage ich Ihnen im Namen der Minderheit mit Überzeugung ein Ja zu diesem Konzept.

Tschuppert Karl (R, LU): Es gibt tatsächlich einige wenige Punkte, von denen es abhängt, ob die neue Armee in der Bevölkerung breit abgestützt und akzeptiert wird und selbstverständlich auch von den Kantonen getragen wird: Dazu gehört neben der Milizverträglichkeit der neuen Armee selbstverständlich auch deren regionale Verankerung. Wir sind in der Kommission mit dem modifizierten Beschluss des Ständerates – also dem, was jetzt die Minderheit Engelberger vorgeschlagen hat – unterlegen, die Mehrheit hat einem erweiterten Entwurf des Bundesrates zugestimmt. Aber für mich ist das noch zu wenig, deshalb möchte ich Sie bitten, wenn Sie der Mehrheit zustimmen, wenigstens der regionalen Verankerung, wie ich sie mit dem Eventualantrag vorschlage, zuzustimmen.

Ich habe freudig bemerkt, dass Herr Bundesrat Schmid genickt hat; auch er könnte damit leben.

Fehr Hans (V, ZH): Mein Antrag zu Artikel 6 betreffend die Gliederung hat den Zweck, den unseligen Begriff der Lehrverbände zu streichen. Wie komme ich zu diesem Antrag? Es ist sonnenklar – auch wenn das bestritten wird –, dass diese Lehrverbände bedeuten, dass künftig Profis die Auszubildenden auf Nato-Kurs trimmen werden. Genau das wollen wir nicht!

Ein Zweites: Die schweizerische Miliz war schon immer eine Ausbildungs- und Einsatzarmee. Die Trennung, die wir jetzt wieder vornehmen – auch wenn das bestritten oder zum Teil relativiert wird –, ist falsch. Ausbildungs- und Einsatzverantwortung gehören zusammen, eine Ausnahme bildet temporär selbstverständlich die RS. Herr Bundesrat Schmid hat zwar, wenn ich mich recht erinnere, diese Trennung der Ausbildungs- und Einsatzverantwortung letzte Woche wieder relativiert und gesagt, das sei korrigiert worden. Wenn dem so ist, können Sie ja meinem Antrag zustimmen.

Wir müssen die Streichung dieses Begriffs der Lehrverbände noch in einen grösseren Zusammenhang stellen. Letztlich lautet die Frage bei der «Armee XXI»: Wollen wir eine schweizerische Miliz- und Verteidigungsarmee, oder wollen wir eine Nato-Kooperationsarmee, die auch im Ausland zum Einsatz kommen soll? Die partielle Trennung der

Ausbildungs- und Einsatzverantwortung ist deshalb nur ein Element auf diesem falschen Weg. Dazu gehören auch die Durchdiener, die Tatsache, dass wir bei der RS gemäss Nationalrat mehrheitlich auf 21 Wochen gehen werden, der Abbau der Miliz, austauschbare Module statt gewachsene Truppenkörper sowie die Relativierung des Verteidigungsauftrages, auch wenn das bestritten wird. Es geht letztlich darum, dass hier das Lied der Nato-Kooperation gesungen wird.

Ich habe mit Interesse festgestellt, dass die Direktion für Sicherheitspolitik, der Herr Welti vorsteht, ein verkapptes Nato-Integrationsbüro ist. Wir müssen aufpassen, dass wir aus der «Armee XXI» nicht eine «Hors-sol-Armee» machen, die immer weniger und schliesslich keine Verwurzelung mehr im Volk hat. Sonst wird diese Armee nämlich nicht mehr getragen. Ich befürchte – da bin ich nicht alleine –, dass wir in zehn Jahren vor allem Durchdiener haben werden, weil zweifellos das Gesetz in der Zwischenzeit geändert wird und man sagt: Wir brauchen mehr Durchdiener. Ich befürchte, dass wir in zwanzig Jahren praktisch eine Profi-Armee und in dreissig Jahren vielleicht keine Armee mehr haben. Ich bitte Sie darum, das Gesamte zu sehen und diese Lehrverbände zu streichen.

Ich habe den Antrag Schneider genau studiert. Dieser Antrag scheint mir insgesamt gut, und ich könnte meinen Antrag zurückziehen, wenn Herr Schneider bei seinem Antrag in Absatz 2 die Lehrverbände streicht. Ich bitte ihn, dazu Stellung zu nehmen.

Wasserfallen Kurt (R, BE): Es geht mir um den Zusatz, den ich für die Logistikbasis anfügen will. Ich stütze mich in meinen Ausführungen auf das Armeeleitbild (BBI 2002 1006/1007). Gemäss Aussagen der Verwaltung, die mir gegeben wurden, soll eine solche sinnvolle Zentralisierung, vor allem die zentrale Führung und Bewirtschaftung, erhebliche Sparpotenziale bringen. Man spricht vom 120 Millionen Franken im Jahr. Auch hier sollte die Armee diese Millionen lieber investieren, statt sie laufend auszugeben. Es geht also um den Zusatz nach dem Doppelpunkt: «Unterhalts- und Instandstellungsbetriebe, Lehrverband Logistik, Logistikbrigade.»

Im Zusammenhang mit dem Übergangsartikel 151 des Militärgesetzes bedeutet dies, dass diese Umstellung in maximal fünf Jahren nach Inkrafttreten, also bis im Jahr 2009, realisiert werden muss. Das ist also eine erhebliche Zeitspanne. Der Bundesrat sieht dies im Armeeleitbild innerhalb von fünf bis zehn Jahren vor. Wir beschliessen also hier einfach die untere Grenze.

Mein Antrag hat innerhalb der Armee und im VBS etliche Verwirrung und auch ein bisschen «Täubi» hervorgerufen. Man befürchtet, dass künftig die Logistik bestimmen wird, was wann und wo und zu welchem Zweck eingesetzt werden soll. Das wurde mir zugetragen. Konkret hat man Bedenken, dass die Kommandanten der Verbände des Heeres und der Luftwaffe nicht mehr über die Bereitstellung, den Support und vor allem den Einsatz bestimmen können, dass also über die Mittel im Einsatz nicht mehr sie bestimmen, sondern die Logistik darüber bestimmt. Das ist nicht in diesem Antrag enthalten und – so, wie ich es sehe – auch nicht in den Ausführungen im Armeeleitbild und auch nicht in den Unterlagen, die wir in der SiK erhalten haben. Mir wäre das neu. Denn nach Lexikon bedeutet Logistik schlicht und einfach die gesamte materielle Versorgung der Truppe. Darum geht es und nicht um mehr. Wir wollen das umsetzen, was uns der Bundesrat in der SiK vorgetragen und im Armeeleitbild geschrieben hat. Zu diskutieren – dazu wird sich mein Kollege Gutzwiller noch äussern – ist sicher noch die Stellung der Sanitätstruppen. Was ganz klar zu diskutieren ist, das sind die Schnittstellen zu Luftwaffe und Heer und anderen Dingen. Das muss natürlich effizient, effektiv und gut gelöst werden. Aber die Sparpotenziale wollen wir realisieren.

Keller Robert (V, ZH): Bei Artikel 6 beantrage ich drei statt zwei Panzerbrigaden. Als ehemaliger Kommandant eines

Truppenkörpers habe ich mit grossem Interesse den «Neubau» der «Armee XXI» beobachtet. Wir bauen also ein Haus, das in den Grundzügen für die nächsten zehn bis zwanzig Jahre Bestand haben sollte. In diesem Haus «Armee XXI» muss sicher die eine oder andere Wand noch verschoben oder allenfalls herausgetrennt werden. Wenn wir nun aber dieses Haus nicht fertig bauen und anschliessend noch möblieren – wie wir das ja auch im täglichen Leben tun –, werden wir Schiffbruch erleiden.

Und nun zu meinem Antrag: Sie wissen alle, die Panzerschlacht ist nicht die wahrscheinlichste Kampfform. Die Panzerbrigaden können aber nach den neuen Ausbildungsmodellen auch für andere Aufträge gebraucht werden. Wahrscheinliche Aufträge lauten zum Beispiel: Überwachung, Bewachung, Sicherung usw. In den Panzerbrigaden sind ja auch Panzergrenadiere eingeteilt. Ich wurde auch nicht von «Gelben» bearbeitet, sondern es geht mir darum, dass in der Grundorganisation und im Einsatz massgeschneiderte Verbände mit Unterstützungstruppen in der Hand des Kommandanten sind, eventuell gemischt mit Infanterie – warum nicht etwas Neues?

Viele Gründe sprechen für drei statt zwei Panzerbrigaden, zum Beispiel die Ungleichgewichte: Drei Gebirgsinfanteriebrigaden mit total vier aktiven Gebirgsinfanteriebataillonen, vier Infanteriebrigaden mit zehn Infanteriebataillonen, zwei Panzerbrigaden mit acht Panzerbataillonen plus Genie und Artillerie. Sie wollen doch nicht, dass die Panzerbrigaden doppelt so viele Kampfbataillone haben wie die Infanteriebrigaden! Je nach Lage ist es möglich, dass die acht aktiven Panzerbataillone gestaffelt den WK leisten. Das heisst, dass die Panzerbataillone und ihre Unterstützungstruppen während über 30 Wochen im Wiederholungskurs sind. Das ist für die Miliz zu viel; es ist nachteilig für die Führung, die Beweglichkeit und die Belastung. Viele weitere Vorteile sprechen auch für drei statt zwei Panzerbrigaden.

Weniger Truppenkörper in den Brigaden sind geeigneter für die Führung, insbesondere wiederum für die Miliz. Sprachprobleme werden entschärft. Drei Panzerbrigaden verbessern auch die Berücksichtigung verschiedener Sprachräume, und es ist auch sehr gut für die Verankerung in der Bevölkerung.

All diese Gründe sprechen für drei Panzerbrigaden. Die Kosten können wir vernachlässigen, ein Stab kostet nicht so viel Geld. Die Mittel für drei Panzerbrigaden sind auch vorhanden. Die Vorteile überwiegen also.

Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Hess Walter (C, SG): Ich spreche zu meinem Eventualantrag. Eine Vorbemerkung: Ich unterstütze zusammen mit der Fraktion den Antrag der Mehrheit zu Artikel 6, weil ich die Meinung teile, dass man nicht bereits jetzt alles festlegen und die Brigaden abschliessend aufzählen soll. Ich komme aber darauf zurück.

Es geht jetzt, wie gesagt, um meinen Eventualantrag, der eine Führungsunterstützungsbrigade vorsieht. Ich denke dabei insbesondere an den Bereich Telematik und Führungsunterstützung. Das neue Armeeleitbild anerkennt, dass dies heute entscheidende Erfolgsfaktoren sind. Divisionär Edwin Ebert hat in der Kommission überzeugend dargelegt, wie wichtig der technische Führungsverbund, die Fusion aller Systeme, für die Sicherstellung der Führungsfähigkeit auf operativer Stufe ist. Zu Recht werden in den nächsten Jahren rund 40 Prozent der Rüstungsinvestitionen in den Bereich Telematik und Führungsunterstützung gehen.

Nicht zufriedenstellend ist aber das Problem der Führung und Ausbildung gelöst. Diese sehr komplexe und anspruchsvolle Aufgabe kann nur mit einer eigenen Kommandostruktur effizient erfüllt werden. Eine sinnvolle Lösung könnte darin bestehen, dass die dem Lehrverband Übermittlung/Führungsunterstützung unterstellten 15 Bataillone in einer Führungsunterstützungsbrigade zusammengefasst werden. Dazu braucht es keine neuen Mittel. Ein entsprechendes Kommando – nämlich Übermittlungsbrigade 41 – samt Stab ist bereits vorhanden. Die wegen der Erweiterung des Auf-

gabenspektrums nötigen zusätzlichen Fachkompetenzen können aus den Stäben der heutigen Grossen Verbände kommen. Es braucht eigentlich nur eine Beibehaltung dieser Kräfte und eine Zusammenfassung am richtigen Ort. Ich kann mir für die Führung und Ausbildung von 15 Bataillonen mit annähernd 13 000 Mann kaum eine andere Lösung als ein Brigadekommando vorstellen. Dazu kommt noch die fachtechnische Ausbildungsverantwortung für weitere 13 Bataillone, die den Brigaden unterstellt sind.

Weil ich von der Bedeutung der Führungsunterstützung für die Führungsfähigkeit der Armee überzeugt bin, beantrage ich, die heute bestehende Übermittlungsbrigade 41 nicht aufzulösen, sondern mit einem erweiterten Aufgabenvolumen als Führungsunterstützungsbrigade weiterzuführen und hier ebenfalls aufzuzählen. Sollten Sie noch nicht hundertprozentig überzeugt sein, so bitte ich Sie, trotzdem zuzustimmen, damit eine Differenz zum Ständerat entsteht und das Problem bei der Differenzbereinigung vertieft studiert werden kann.

Ich bitte Sie, dem Eventualantrag – falls er überhaupt zur Abstimmung kommt – zuzustimmen.

Lalive d'Epinaï Maya (R, SZ): Ich hoffe, Sie wissen jetzt, wie Sie die Armee zu organisieren haben. Ich weiss es nicht mehr. Ich habe in dieser letzten halben Stunde so viele Vorschläge gehört, Ergänzungen, Streichungen. Die einen wollen die Lehrverbände streichen, um damit das Gespenst der Nato zu zähmen, die anderen wollen Führungsunterstützungsbrigaden einführen usw. Die Auflistung lässt sich beliebig ergänzen. Gewissermassen könnte man sagen: Jedem Schweizer, jedem Parlamentarier seine Armeeorganisation. Genau das ist eines der Hauptargumente gegen diese Anträge.

Wir haben die Frage der Armeeorganisation in der FDP-Fraktion intensiv diskutiert, und wir haben nach einer langen und durchaus auch harten Diskussion mit einer klaren Mehrheit beschlossen, gemäss Bundesrat zu stimmen. Ich möchte Ihnen beliebt machen, dies auch zu tun.

Weshalb? Sie erinnern sich sicher noch an die Debatte zur Armee reform, zur «Armee XXI», die wir letzte Woche hier im Saal führten. Wir wollen eine Armee, die flexibel ist, die Handlungsfreiheit hat, die auf neue Bedrohungsformen reagieren soll und kann. Das wurde quer durch alle Parteien hindurch postuliert. Das sind übrigens alles Argumente, die Sie auch in der Wirtschaft finden – nicht ein Unternehmer, der nicht dasselbe für sich postuliert. Stichworte dazu sind: Rahmengesetze, Offenheit, Vertrauen, Flexibilität. Wenn Sie hier und heute die Organisation der Armee in Stein meisseln, dann widersprechen Sie sich nicht nur in einem gewissen Sinne, Sie verunmöglichen es auch, dass sich die Armee, auch organisatorisch und strukturell, rasch und gezielt auf aktuelle Erfordernisse einstellen kann. Die Präzisierungen, die in diesen unzähligen Anträgen verlangt werden, sind unnötig.

Das arme Milizprinzip, das für alles erhalten muss, was einem nicht genehm ist, wird durch diese Detaillierungen auch nicht gestärkt. Klar, wir haben ein Milizproblem! Aber wir haben das nicht nur in der Armee. Wir haben in der heutigen Gesellschaft generell bei der Freiwilligenarbeit bzw. im Milizsystem ein Problem. Das ändern wir sicher nicht, indem wir die Armeeorganisation überdetaillieren. Der Entwurf des Bundesrates für die Organisation der oberen Führungsstufen beachtet zum einen die regionale Verankerung der Verbände und erlaubt zum anderen gleichzeitig effizientere Abläufe und eine lagegerechte Kombination der eingesetzten Mittel. Genau das sicherzustellen ist unsere Aufgabe, nicht mehr und nicht weniger. Alles Weitere sind organisatorische Fragen auf operativer Ebene, und es sollte nicht auf Parlamentsebene fixiert werden. Es ist überflüssiger Ballast, der über kurz oder lang für eine effiziente Armeeführung hinderlich wird.

Es gibt ein bekanntes Beispiel von einem Unternehmer, das ich oft in Unternehmenskultur-Workshops benutze. Es lautet in etwa folgendermassen: Wir arbeiten mit Menschen von

heute mit Methoden und Lösungsansätzen von gestern in Strukturen von vorgestern an Problemen von morgen.

So ist mir diese Debatte vorgekommen. Wenn unsere Armee die Fragen nicht nur von heute, sondern auch von morgen lösen soll, dann braucht sie mindestens Strukturen von heute, mit der Möglichkeit, auch Strukturen von morgen zu entwickeln.

Wenn noch gelten soll, meine Damen und Herren – damit meine ich vor allem diejenigen aus der Wirtschaft –, was Sie für sich in Anspruch nehmen und was Sie letzte Woche für den Armeeauftrag postuliert haben, dann gibt es nur eines: Stimmen Sie für die Version des Bundesrates.

Ich empfehle Ihnen im Namen der FDP-Fraktion, das zu tun.

Banga Boris (S, SO): Ich habe Ihnen relativ lange zugehört. Ich möchte jetzt von Ihnen wissen, worin eigentlich der Unterschied zwischen dem Antrag der Mehrheit und dem Entwurf des Bundesrates besteht – einmal abgesehen davon, dass der Antrag der Mehrheit besser ist. Mir ist nur aufgefallen, dass wir mit dem Antrag der Mehrheit in der Logistik rund 100 Millionen Franken sparen.

Lalive d'Epinaï Maya (R, SZ): Ich glaube, es geht bei der Organisation jetzt nicht in erster Linie darum, 100 Millionen Franken zu sparen, sondern es geht darum, dass wir auf der Verordnungsebene eine Bestimmung haben, die meines Erachtens der Armee und dem Bundesrat einen grösstmöglichen, flexiblen Handlungsspielraum lässt, um die Anforderungen der Zukunft zu meistern.

Sie wissen ganz genau, dass die Anliegen der Mehrheit, die jetzt zum Teil detailliert vorliegen oder seitens der Mehrheit vorgelegt worden sind, im Grundsätzlichen auch vom Bundesrat berücksichtigt sind.

Ich bin aber der Meinung, dass wir es dem Bundesrat überlassen sollten und auch überlassen können, diese Detaillierung, diese Ausmünzung oder dieses Ausdiskutieren selber vorzunehmen.

Leu Josef (C, LU), für die Kommission: Wir sind bei einem wichtigen Artikel – bei Artikel 6 –, bei der Armeeorganisation, wo es um die Gliederung der Armee geht. Der Ständerat hat ja bekanntlich ein Alternativmodell entwickelt. Die Minderheit Engelberger will das Ständeratsmodell modifiziert aufnehmen. Die Mehrheit der Kommission beantragt Ihnen hingegen, dem Modell des Bundesrates, ergänzt mit einigen Bestimmungen, zuzustimmen und den Minderheitsantrag Engelberger sowie den Eventualantrag Tschuppert abzulehnen. Die anderen Einzelanträge lagen der Kommission nicht vor. Ich komme aber später noch kurz auf die einzelnen Anträge zurück, vorderhand möchte ich jedoch noch ein paar allgemeine Überlegungen machen. Sodann möchte ich auch noch die Änderungen erläutern, die im Unterschied zur Bundesratslösung von der Kommissionsmehrheit eingebracht wurden.

In unserer Kommission hat vor allem der Controlling-Artikel – Artikel 149b des Militärgesetzes – dazu beigetragen, hier dem Bundesrat möglichst viele Kompetenzen zu übertragen. Dies ist auch ganz im Sinne des Controlling-Artikels, wonach wir unsere Zielvorgaben aufgrund eines politischen Controllings regelmässig überprüfen können. Da scheint mir wichtig zu sein, dass wir auf der strategischen Ebene bleiben und definieren, was wir wollen, und dass dann der Bundesrat mit seinen Leuten die operative Umsetzung vornimmt. Wenn vorhin von verschiedenen Votanten angesprochen worden ist, dass die regionale Verankerung von besonderer Bedeutung sei, kann ich das nur unterstützen. Aber ich glaube, die regionale Verankerung passiert vor allem über die Kompanien, über die Bataillone. Diese müssen in den Regionen gut verankert sein. Eine Armee der Zukunft ist vor allem dann gut verankert, wenn in der aktiven und jüngeren Bevölkerung wirklich auch zur Kenntnis genommen wird, dass die Ausbildung in der Armee gut ist, dass die Armee über modernes Material verfügt und dass sie gegen-

über aktuellen Bedrohungsformen über eine gut geschulte Fähigkeit zur Leistungserbringung und über einen hohen Bereitschaftsgrad verfügt. Eine Armee der Zukunft ist weiter dann gut verankert, wenn sie bezüglich Ausbildung und Einsatz möglichst effizient, d. h. auch möglichst aus einer Hand, geführt wird und wenn sie im Verbund mit anderen sicherheitspolitischen Partnern vor allem nach innen, aber auch nach aussen eine Sicherheit produziert, aufgrund welcher man sagen kann, dass der Steuerfranken optimal eingesetzt ist.

Ich muss Ihnen sagen – das kam auch in unserer Kommissionsarbeit zum Ausdruck –: Wir können es uns nicht mehr leisten, ohne Effizienzgewinn Traditionen aufrechtzuerhalten. Das steigert unsere Betriebsausgaben zulasten der Investitionsausgaben. Gerade in diesem Bereich müssen wir wieder herauffahren können, wenn unsere Armee nicht zu einem Museum verkommen soll. Das möchte ich Ihnen einfach mitgeben, damit Sie das dann in Ihre Entscheide mit einbeziehen.

Beim Modell der Mehrheit gibt es ja die beiden Teilstreitkräfte Heer und Luftwaffe. Was bezüglich der Luftwaffe schon bei «Armee 95» galt, haben wir nun auch bezüglich des Heeres. Der Chef Heer leitet die Vorgaben des Führungsstabes der Armee sowohl an die Rekrutenschulen als auch an die WK-Verbände weiter. Die Einheitlichkeit der Ausbildung ist also sichergestellt. Bei der Einsatzführung läuft die Befehlskette vom Chef der Armee und von seinem Führungsstab über den Chef Heer bzw. den Chef Luftwaffe an die Verbände. Der grosse Vorteil dieses Modells besteht also darin, dass in der Ausbildungs- und Führungsorganisation die gleichen Wege bestehen.

Zu den neuen Formulierungen in Artikel 6, auf die ich Sie bereits hingewiesen habe: Bei Absatz 1 Buchstabe d sollen die Territorialregionen aufgeführt werden, weil dies einerseits aus politischer Sicht wichtig ist und weil andererseits die Territorialstäbe ja voraussichtlich eine sehr wichtige Funktion in der subsidiären Existenzsicherung haben. Hier möchte ich auch Herrn Engelberger sagen, dass die von ihm erwähnten Stäbe der Territorialregionen beispielsweise mit eigens dafür unterstellten Truppen die subsidiären Armee-Einsätze im Inland führen. Das ist hier im Armeeleitbild und auch in unserer Diskussion in der Kommission ganz klar zum Ausdruck gekommen.

Ich verweise noch auf Absatz 1 Buchstabe e. Die Mehrheit hat sich für drei Gebirgsinfanteriebrigaden ausgesprochen. Nach der klaren Stellungnahme des Bundesrates zugunsten einer dritten Gebirgsinfanteriebrigade kann auf eine konkrete Aufzählung der Brigaden verzichtet werden. Ich äussere mich damit auch gleichzeitig zum Eventualantrag Keller in Bezug auf eine dritte Panzerbrigade oder zum Eventualantrag Hess Walter bezüglich einer Führungsunterstützungsbrigade.

Die Kommission beantragt Ihnen in diesem Zusammenhang auch mit 11 zu 6 Stimmen bei 1 Enthaltung, den Eventualantrag der Minderheit Tschuppert abzulehnen, wo es um eine konkrete Aufzählung der einzelnen Brigaden geht.

Bei Absatz 1 Litera f geht es bezüglich der Ressourcen von «Armee XXI» um einen zentralen Punkt, Kollege Wasserfallen hat das aufgenommen. Wir haben feststellen müssen, dass bei mehreren Logistikbasen in einer Armee erhebliche Synergiepotenziale vorliegen. Bei einer Beschaffungsvorlage ist der Weg von der Idee über die Konkretisierung, die Planung, die Beschaffung, das Controlling und die Abrechnung offenbar sehr verschlungen und führt durch verschiedene Stellen. Wir haben vom Einsparungspotenzial Kenntnis genommen, Herr Wasserfallen hat es erwähnt. Der Bundesrat sieht zwar eine gemeinsame Logistikbasis der Armee vor, hält eine Realisierung aber erst in fünf bis zehn Jahren für möglich.

Die Mehrheit der Kommission ist trotz dem voraussehbaren Abbau von Arbeitsplätzen der Ansicht, dass die Umsetzung schneller erfolgen muss, wenn wir einen Spareffekt erzielen wollen. Mit der vorgeschlagenen Übergangszeit von fünf Jahren kann die Mehrheit der Kommission ohne weiteres leben.

Die Kommission beantragt Ihnen deshalb mit 9 zu 5 Stimmen bei 2 Enthaltungen, dieser Änderung zuzustimmen.

Bei Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe h beantragt Ihnen die Kommission einstimmig, u. a. den Begriff «Kolonnen» – gemeint sind die Trainkolonnen, wie sie auch in der Fassung des Ständerates beigefügt worden sind – zu übernehmen.

Ich komme bei Artikel 6 zu Absatz 3. Dort geht es um die Frage, wie die Unterstellung der Verbände im Falle des Erstellens der Einsatzbereitschaft oder im Falle des Einsatzes geregelt werden kann. Hier wurden im ersten Teil des Satzes die Brigaden vergessen. Wenn Sie das kontrollieren, sehen Sie, dass sie in der Fassung der Mehrheit eingefügt worden sind.

Beim zweiten Antrag handelt es sich um eine Konsequenz aus der Änderung in Absatz 1 Buchstabe d, wo es um die Einführung der Territorialregionen geht. Wir haben die Stäbe der Territorialregionen unter Absatz 1 explizit aufgeführt, also müssen wir sie auch hier aufführen. In der Praxis wird es nämlich so sein – ich wende mich jetzt wieder an Herrn Engelberger –, dass den Stäben der Territorialregionen nur ausnahmsweise ganze Brigaden unterstellt werden, beispielsweise für die operative Raumsicherung. Für die subsidiäre Existenzsicherung werden es natürlich häufiger Truppenkörper und -einheiten sein. Die Möglichkeit solcher Unterstellungen unter die Stäbe der Territorialregionen wird im Armeeleitbild (BBI 2002 1015) ausdrücklich erwähnt.

Die Kommission beantragt Ihnen mit 10 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung, dieser Änderung zuzustimmen und den Minderheitsantrag Engelberger abzulehnen. Wie ich schon erwähnt habe, beantragt Ihnen die Kommission mit 11 zu 6 Stimmen bei 1 Enthaltung auch, den Eventualantrag Tschuppert abzulehnen.

Ich komme noch ganz kurz auf die Einzelanträge zu sprechen, die der Kommission so nicht vorlagen. Beim Antrag Fehr Hans geht es darum, dass hier der Begriff «Lehrverbände» abgeschafft wird. Ich glaube, das wäre ein massiver Eingriff, geht es doch gerade mit diesem Institut darum, unser Milizkader wesentlich zu entlasten. Bei dem, was Sie bezüglich der Nato gesagt haben, Herr Fehr, erübrigt sich ein Kommentar. Ich persönlich empfehle Ihnen diesen Antrag ganz klar zur Ablehnung.

Beim Eventualantrag Wasserfallen werden wir sehen, welche Fassung schlussendlich obsiegen wird; die Argumentation dazu habe ich geliefert.

Dann geht es auch um den Eventualantrag Keller. Hier kann ich das Gleiche sagen: Wir wollen strategische Vorgaben machen und nicht in das Operative hineinreden.

Dann haben Sie noch gesagt, Herr Keller, die Mittel der Panzerbrigaden seien ja vorhanden. Aber ich muss Ihnen sagen: Diese Mittel müssen auch gewartet und bewirtschaftet werden. Das schlägt zu Buche und bewirkt, dass wir uns in diesem Bereich in nächster Zukunft sogar mit Desinvestitionen beschäftigen müssen. Wir können nicht mehr alles, vor allem weil wir in diesem Bereich praktisch nur noch eine reduzierte Bereitschaft, aber nach wie vor eine Fähigkeit zur Leistungserbringung erhalten müssen.

Den Antrag Hess Walter habe ich kommentiert.

Zum Antrag Lalive d'Epinay: Ich glaube, aufgrund der Ausführungen, die ich zur Lösung der Mehrheit gemacht habe – darum habe ich es ausführlich gemacht –, könnten Sie Ihren Antrag eigentlich zurückziehen, Frau Lalive.

Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: Le plus simple, et ce serait une tentative personnelle, serait de se rallier à la proposition Lalive d'Epinay d'en revenir au projet du Conseil fédéral. On aurait ainsi le concept général. Mais la majorité de la commission vous propose au fond un ralliement au projet du Conseil fédéral avec, de son point de vue, quelques améliorations, tandis que la minorité Engelberger vous propose un ralliement à la décision du Conseil des Etats avec quelques modifications. Grosso modo, nous nous trouvons donc bien en face d'une alternative entre le concept du Conseil fédéral auquel la majorité de la commission apporte quelques améliorations et quelques assurances, et

le concept du Conseil des Etats auquel la minorité Engelberger apporte aussi quelques nuances.

Si vous voulez qu'on essaie de s'y retrouver, notamment pour les Romands, je vous invite à mettre en regard la proposition de la majorité de la commission à l'article 6 alinéa 1er lettre e et la décision du Conseil des Etats à la lettre h du même article. La majorité de la commission, à la lettre e, mentionne les brigades en disant: «Les brigades dans leur articulation de base» La décision du Conseil des Etats à la lettre h donne, si vous voulez, le listing de toutes les unités qui sont nommées avec précision.

M. Schmid, conseiller fédéral, vous donnera tout à l'heure les assurances qu'il nous a données en commission et qui ont convaincu certains commissaires de se rallier la majorité, à savoir notamment qu'il y aura trois brigades d'infanterie de montagne. Moyennant quoi, pour l'essentiel, la majorité de la commission estime que c'est du ressort du gouvernement que de définir dans l'ordonnance ce qu'il en est exactement des troupes. Encore une fois, il y a cette assurance comme la précision apportée dans la proposition de la majorité de la commission à la lettre h: «les unités de troupes: les compagnies, les batteries, les escadilles, les colonnes.» Ceci montre que les colonnes du train seront incorporées dans l'armée.

Pour le reste, je vous ai dit que de son point de vue, la majorité de la commission améliorerait un peu le projet du Conseil fédéral. Vous trouvez ça à la lettre d, avec la mention des états-majors des régions territoriales, ce qui montre bien qu'il y aura un ancrage territorial qui subsistera, mais dans la souplesse, sans négliger les liens avec les cantons. C'est psychologique et politique.

Vous avez la mention de la base logistique à la lettre f de la version de la majorité, avec cette idée d'une concentration, justement, dans le domaine logistique – M. Wasserfallen a beaucoup insisté sur ce point. Il est évident qu'avec une concentration de la base logistique, vous pouvez avoir un potentiel d'économies.

Par conséquent, la majorité de la commission vous invite aussi à soutenir sa proposition à l'article 6 alinéa 1er lettre f. En ce qui concerne maintenant la lettre d selon la version de la majorité – vous pouvez la mettre en regard de la lettre g de la version du Conseil des Etats –, vous remarquerez qu'avec la version du Conseil des Etats, reprise par la minorité Engelberger, vous avez encore cette idée des états-majors statiques, unité par unité, division par division, alors que, simplement, la majorité de la commission vous parle des états-majors des régions territoriales. Il faut bien comprendre que tout le concept d'«Armée XXI», c'est précisément qu'une modulation soit possible, et qu'on n'est plus maintenant avec ces états-majors lié à des unités statiques. Par conséquent, la majorité de la commission est totalement dans sa logique en vous proposant de soutenir sa version à l'article 6 alinéa 1er lettre d.

Il en va de même en ce qui concerne la souplesse dans l'instruction. M. Fehr Hans, tout à l'heure, ne voulait pas de subordination à des centres de formation (al. 1er let. c) – vous retrouvez ça également à l'alinéa 3, en ce qui concerne la subordination. Mais là aussi, dans cette nouvelle conception de l'instruction, les centres de formation doivent pouvoir, le cas échéant, jouer un rôle important, et il doit pouvoir y avoir, pour l'exercice, une subordination au centre de formation.

En ce qui concerne la proposition subsidiaire de minorité Tschuppert, elle suit pour une bonne part le libellé de la proposition de la majorité. Mais M. Tschuppert n'a pas une confiance suffisante dans le Conseil fédéral. C'est d'ailleurs ce qu'il nous a dit en commission: «Méfiance égale prudence.» Malgré les assurances du gouvernement en ce qui concerne les brigades blindées, les brigades de montagne, il n'a pas une confiance suffisante pour simplement dire: «Nous laissons la compétence au Conseil fédéral sur ce point.» Il rejoint là naturellement la minorité Engelberger et le Conseil des Etats.

S'il l'on veut vraiment en rester à l'essentiel, les régions territoriales et les états-majors des régions territoriales sont

donc dûment mentionnés dans la version de la majorité, parce que la majorité pense que c'est important. Pour le reste, la majorité se rapproche du concept du Conseil fédéral, avec cette souplesse qui est acquise. Elle rejette donc le concept de la minorité, et, derrière la minorité, celui du Conseil des Etats où l'on veut en rester à ces précisions et à ces unités statiques.

La majorité de la commission a eu l'impression qu'il a peut-être pu y avoir un malentendu au Conseil des Etats et que ce malentendu a engendré une méfiance ayant amené le Conseil des Etats à adopter cette version. Au sein de la commission, les assurances données par le Conseil fédéral et la manière dont M. Schmid, conseiller fédéral, nous a expliqué les choses ont parfaitement justifié la confiance que la majorité a donnée. Nous ne doutons pas que le Conseil fédéral ira dans ce sens tout à l'heure.

Le rapporteur de langue allemande vous a donné les scores, je ne les répète pas. La majorité de la commission vous propose de soutenir sa version.

Par 11 voix contre 6 et avec 1 abstention, la commission vous invite à rejeter la proposition subsidiaire de minorité Tschuppert.

Les majorités n'ont donc pas été très fortes, c'est vrai, M. Engelberger l'a souligné, mais elles ont été suffisamment nettes pour que nous vous demandions avec conviction de suivre leurs propositions.

Hess Walter (C, SG): Die CVP-Fraktion unterstützt grundsätzlich den Antrag der Kommissionsmehrheit. Teile der CVP-Fraktion haben Sympathien für den Eventualantrag Tschuppert. Unsere Fraktion unterstützt den Antrag der Kommissionsmehrheit aus folgenden Gründen:

1. Das Parlament ist auch in diesem Fall die strategische Ebene: Es gibt Aufträge, Ziele und Rahmenbedingungen vor. Auf der operativen Ebene soll der Bundesrat festlegen, wie er den Auftrag löst. Er soll festlegen, wie er die Mittel, die er von der strategischen Ebene erhält, gliedern und einsetzen will. Es ist eine Binsenwahrheit, dass man demjenigen, dem man einen Auftrag gibt, nicht befehlen soll, wie er den Auftrag lösen soll, weil er sich sonst hinter diesem Befehl verstecken kann.

2. Zur Flexibilität: Warum keine Aufzählung der Brigaden? Wie auch immer die «Armee XXI» gegliedert wird, sie wird einen Optimierungsprozess durchführen müssen. Dazu braucht es ein flexibles System. Wir müssen der Armeeführung den nötigen Spielraum lassen, damit sie die Strukturen anpassen kann, nachdem sie Erfahrungen damit gemacht hat. Es ist also nicht richtig, in der Armeorganisation alle Brigaden einzeln und abschliessend aufzuzählen und damit den Spielraum zunichte zu machen. Die Variante des Ständerates und der Antrag der Minderheit Engelberger lassen zu wenig Spielraum.

3. Die regionale Verankerung ist mit dem Antrag der Mehrheit genauso gewährleistet wie mit dem Modell des Ständerates oder dem Antrag der Minderheit Engelberger. Es wurde bereits darauf hingewiesen.

4. Das Modell des Ständerates und der Antrag der Minderheit Engelberger sind, wie bereits gesagt, teuer.

Ich ersuche Sie, die Mehrheit zu unterstützen und die anderen Anträge abzulehnen.

Polla Barbara (L, GE): Le groupe libéral soutient entièrement la majorité de la commission, donc la version du Conseil fédéral améliorée, si tant est qu'il soit possible de l'améliorer, et vous propose de rejeter la proposition de minorité Engelberger, la proposition subsidiaire de minorité Tschuppert, de même que toutes les autres propositions.

En effet, l'«Armée XXI» sur laquelle nous avons planché la semaine dernière représente, quoi qu'en disent les esprits chagrins ou rebelles, un progrès tout à fait considérable qu'il nous faut confirmer aujourd'hui et non pas invalider. Il ne s'agit surtout pas de défaire au niveau de l'ordonnance ce que nous avons fait la semaine dernière au niveau de la loi. Et c'est bien d'une certaine façon ce que proposent les mi-

norités, c'est d'annuler dans l'ordonnance ce qui a été mis en place dans la loi. Le groupe libéral s'oppose à cette façon de procéder.

Parmi les cinq principes d'«Armée XXI», la modularité est la plus importante dans les structures concrètes de notre nouvelle armée. Ainsi, «Armée XXI» est une sorte de révolution en termes de répartition territoriale puisque le concept correspond justement à pouvoir être là où le besoin se fait sentir, que ce soit sur le plateau ou sur les cimes, quand c'est nécessaire, en combinant selon les situations et les besoins, les états-majors d'une part et les réserves de troupes d'autre part.

Ainsi, on devrait avoir à disposition des task forces toujours adéquates qu'il serait impossible d'avoir dans toute autre constellation, y compris pour protéger par exemple les transversales alpines. Mais nous ne sommes plus au temps où nous pouvons imaginer avoir par exemple X brigades de montagne parce que nous avons X passages alpins. Nous ne sommes plus au temps où les troupes campaient sur les lieux, à Saint-Moritz, à Sargans ou au Saint-Gothard. Cela signifierait justement que l'on revienne à l'affectation territoriale, alors que précisément, nous avons décidé dans la loi de nous en défaire au profit d'un modèle plus efficace.

Avec «Armée XXI», il ne s'agit pas seulement d'aller à la montagne. Il s'agit d'aller partout où c'est nécessaire et de pouvoir le faire en jouant avec la modularité. Je souligne encore le fait que l'ordonnance fait tout de même état des états-majors des régions territoriales!

Nous nous refusons également à lister les brigades dans l'ordonnance. Les détails de cette liste sont de la compétence du Conseil fédéral.

Encore une fois, le groupe libéral veut conduire la discussion sur «Armée XXI» dans le cadre d'un contrat de confiance accordé au Conseil fédéral. Il se tiendra donc à sa volonté de voir un maximum de questions opérationnelles réglées directement par le Conseil fédéral, et ce d'autant plus qu'il nous apporte d'ores et déjà des gages de respect des traditions régionales, cantonales et organisationnelles. J'en veux pour preuve par exemple le maintien des colonnes qui me tiennent personnellement particulièrement à cœur, même si je suis bien consciente que ce n'est pas très raisonnable.

Je ne résiste pas à dire encore un mot à M. Fehr Hans, parce que le diable, dans sa vision toute personnelle, a donc deux, trois ou quatre lettres, c'est UE, ONU ou OTAN. Mais je ne suis pas certaine qu'on ait vraiment réalisé que nous ne traitons pas aujourd'hui de quoi que ce soit qui ait à voir avec l'OTAN. Je pourrais peut-être le regretter, mais c'est comme ça, cette question n'est pas à l'agenda du Conseil fédéral. Alors, parlons de ce dont il faut parler, c'est-à-dire d'une «Armée XXI» modernisée et efficace, une armée qui reste une armée de milice, qui garde un certain ancrage territorial, une armée équilibrée et utile.

Donc, en conclusion, le groupe libéral soutiendra la version de la majorité de la commission et rejettera toutes les propositions de minorité, surtout quand elles vont à l'encontre même du concept d'«Armée XXI».

Wasserfallen Kurt (R, BE): Ich glaube, Artikel 6 ist ein zentraler Artikel dieser ganzen Reform, er will also gut überlegt sein. Die FDP-Fraktion hat sich die Frage nach der Effizienz, Effektivität, Schnelligkeit und Herausforderung gestellt. Sie hat sich auch die Frage nach der geschichtlichen Entwicklung unserer Landesverteidigung gestellt und die Verankerung im föderalen System geprüft. Sie ist nach all diesen Abwägungen, wenn auch nicht einstimmig, zum Schluss gekommen, dass sie den Entwurf des Bundesrates unterstützt, verbunden allerdings mit dem Controlling-Artikel, Artikel 149b des Militärgesetzes. Sie lehnt alle anderen Anträge ab – ausser jenem betreffend Logistik.

Kurz: Wo liegen die Unterschiede? Der Bundesrat schlägt uns eine Lösung vor, die auf den ersten Blick relativ zentralistisch scheint. Bestechend ist aber die Idee der Modularität. Vor allem hat sie im Vergleich mit allen anderen Anträgen eine Kommando- bzw. Führungsebene weniger. Bei

genauem Hinsehen ist es aber doch so, dass der föderale Begriff, die regionale Verankerung, eigentlich im Begriff der Bataillone und der Brigaden enthalten ist. Denn mit diesen identifiziert man sich, das ist aus dem Armeeleitbild ersichtlich. Der Ständerat hat dann ein wenig überreagiert und die föderale Note zu stark betont. Er hat auch zu starre Strukturen geschaffen und eine Kommandoebene zu viel eingeführt. Die übrigen Anträge haben auch hier dieselben Mängel. Die Mehrheit der Kommission will die Regionalität fördern, dem Bundesrat zum Glück aber die Kompetenzen in Sachen Brigaden und Regionen belassen. Aber auch dort hat es eine Kommandoebene zuviel. Deshalb unterstützt die FDP-Fraktion den Entwurf des Bundesrates.

Jetzt noch ein Wort zur Kompetenzfrage: Nach unserer Ansicht sollen der Bundesrat und die Armeeführung die Kompetenz haben, über die Anzahl und Ausgestaltung der Brigaden und Bataillone befinden zu können. Den Kritikern in diesem Parlament und auch dem Ständerat möchte ich mit dem Controlling-Artikel eine Brücke schlagen: Artikel 149b des Militärgesetzes besagt, dass der Bundesrat die zuständigen Kommissionen begrüßen muss, wenn er wesentliche Änderungen in der Armeeorganisation durchführen will. Das heisst, er muss das Projekt zu Beginn den Kommissionen bzw. jetzt dem Parlament vorlegen. Es ist eigentlich überall unbestritten gewesen, dass wir mit vier Infanteriebrigaden, drei Gebirgsinfanteriebrigaden, zwei Panzerbrigaden und einer Logistikbrigade beginnen sollten.

Die FDP-Fraktion ist aber auch der Meinung, dass diese Verbände vielleicht zu gross sind und man vielleicht mehr Brigaden vorsehen sollte. Das kann jetzt der Bundesrat alles festlegen. Unsere Fraktion ist aber der Meinung, dass das, was ich vorhin gesagt habe, zu Beginn einmal als «Mindestmass» eingeführt werden muss, dass aber der Bundesrat auch ohne weiteres noch mehr Bataillone oder Brigaden vorschlagen kann. So kämen wir dem Ständerat entgegen. Ich bitte Herrn Bundesrat Schmid, hier ganz klar zu sagen, wie denn der Bundesrat gedenkt, in der «Armee XXI» mit der Organisation der Brigaden zu beginnen. Dann hätten wir eine Brücke geschlagen, denn das wäre auch verbindlich. Für das Weitere hätte er aber den Vorteil, selber auch etwas bestimmen zu können.

Wir machen Gesetze nicht für drei oder fünf Jahre, sondern für fünfzehn oder zwanzig Jahre. Deshalb muss hier eine Flexibilität gewährleistet sein, ohne dass wir immer eine Gesetzesänderung machen müssen, wenn wir eine Brigade mehr oder weniger einführen wollen.

Gutzwiller Felix (R, ZH): Ich würde mich gerne ganz kurz zum Eventualantrag Wasserfallen äussern und, wie auch mein Vordrner, den Departementschef bitten, eine Klärung herbeizuführen.

Wenn wir die Sache richtig sehen, sollen der logistischen Basis der Armee auch der logistische Lehrverband inklusive der Abteilung Sanität mit allen Sanitätsschulen und die logistische Einsatzbrigade inklusive aller sanitätsdienstlichen Formationen unterstellt werden. Als Sanitätsoffiziere sind wir darüber besorgt. Wir haben das Gefühl, dass eine Unterstellung unter die Logistik dem Auftrag des modernen Sanitätsdienstes nicht gerecht wird.

Salopp gesagt geht es beim sanitätsdienstlichen Auftrag ja nicht einfach um Instandstellung von Material, sondern der Oberfeldarzt stützt sich auf eine Verordnung des Bundesrates mit dem Auftrag, im Gesamtsystem Gesundheit und Sanität Schweiz angemessene personelle, materielle und installationsmässige Reserven zu koordinieren und vorzubereiten. Wir sind deshalb der Meinung: Falls dem Eventualantrag Wasserfallen zugestimmt würde, wäre zumindest die Frage der Sanität noch einmal zu diskutieren. Wir bitten den Departementschef, diese Frage zu klären.

Falls es zu dieser Unterstellung käme, müsste man vielleicht auch prüfen, ob die Sanitätsschulen und die Sanitätsformationen nicht aus den logistischen Verbänden herausgelöst und beispielsweise in einer eigenständigen Sanitätsbrigade

direkt dem Heer unterstellt werden müssten. Ich danke schon im Voraus für die Beantwortung dieser Frage.

Banga Boris (S, SO): Vorweg unterstützen wir den Antrag der Mehrheit, der ja – ich habe das bei meiner Zwischenfrage gesagt – grundsätzlich eine verbesserte Fassung des Entwurfes des Bundesrates ist. Wir lehnen deshalb den Minderheitsantrag Engelberger, den Eventualantrag der Minderheit Tschuppert sowie die Anträge Lalive d'Epinay und Fehr Hans ab.

Ich kann mich bei der Begründung kurz fassen:

1. Die Gliederung der Armee ist eine operationelle Aufgabe. Ich habe bereits an anderer Stelle vom Veloständer des Gemeinderates beim Schulhausbau erzählt. Es wäre ungefähr gleich, wie wenn sich der Verwaltungsratspräsident mit den Farben der Geranien vor dem Eingang zum Firmengebäude beschäftigen würde.

2. Wir haben – Gott sei Dank ist der Antrag der Minderheit Schlüer abgelehnt worden – keine Massenarmee. Die Schweizer Armee ist zu klein, um so verzettelt geführt zu werden. Es braucht eine zentrale Führung, sonst haben Sie nichts von einem Kampf verstanden!

3. Alle anderen Anträge haben zu hohe Kosten zur Folge; wir können uns zusätzliche Mittel zur Unterstützung der Führung bei der heutigen wie auch der künftigen Finanzlage nicht leisten.

4. Wir dürfen im Parlament nicht den härtesten Lobbyisten nachgeben. Es gibt nämlich Truppen, die nicht lobbyiert haben. Ich kann Ihnen garantieren, wenn es nicht so herauskäme, wie es die Mehrheit beantragt, dann würde ich persönlich für eine dritte Panzerbrigade kämpfen. Ich würde mich neben dem Train sogar noch für eine Elefantenbrigade einsetzen.

Schlüer Ulrich (V, ZH): Im Namen der überzeugenden Mehrheit der SVP-Fraktion ersuche ich Sie, den Antrag der Minderheit Engelberger zu unterstützen. Es gibt zwar zentralistisch ausgerichtete Technokraten, die diese Lösung als etwas komplizierter beurteilen als die Lösung der Mehrheit. Aber sie hat zwei entscheidende Vorteile:

1. Sie verankert die Armee besser in der Bevölkerung. Herr Bundesrat, dies ist möglicherweise entscheidend, wenn Sie einmal vor dieses Volk treten und aufgrund einer besonderen Situation um mehr Mittel für diese Armee kämpfen müssen. Dann wird es entscheidend sein, wie die Armee in der Bevölkerung verankert ist.

2. Es ist ganz einfach strategisch richtig, die Armee dezentralisiert aufzustellen und zu organisieren, damit die Gefahr einer plötzlichen Gesamtenthauptung durch einen einzigen Schlag möglichst minimiert werden kann. Dieser Vorteil der föderalistischen Lösung wiegt die Vorteile der zentralistischen und möglicherweise effizienteren – je nach Betrachtungsweise – Lösung auf.

Wenn Sie dem Antrag der Minderheit Engelberger, dessen Annahme wir Ihnen dringend empfehlen, nicht folgen wollen, dann hätten wir an sich gerne den Antrag Schneider unterstützt. Wir hören aber, dass dieser im Einverständnis mit der FDP-Fraktion – aus für uns unverständlichen Gründen – zurückgezogen worden ist. Wir unterstützen auch den Antrag Fehr Hans.

Wenn Sie der Mehrheit folgen sollten, würden wir den Eventualantrag der Minderheit Tschuppert unterstützen.

Siegrist Ulrich (V, AG): Die Minderheit der SVP-Fraktion will einfache, kurze Hierarchiewege und billige Lösungen. Als Soldaten würden wir zwar gerne darlegen, wie man das richtig machen soll, doch als Parlamentarier sind wir dazu berufen, strategisch zu entscheiden, das heisst, Vorgaben zu machen: Einerseits haben wir Ziele und Aufträge zu formulieren, andererseits Mittel zur Verfügung zu stellen. Die organisatorischen Kombinationen und die Lösung der organisatorischen Fragen hingegen gehören in die operative Hand von Bundesrat und Armeeführung. Es kommt dazu, dass diese Organisationen auch etwas kosten. Es braucht nicht

nur Stäbe, sondern auch Führungsunterstützungsmodule, Feuerführungszentren, Übermittlungsnetze, also alles vom Teuersten, was wir in einer Armee haben. Das kann man nur in Kenntnis aller Fakten auf operativer Ebene entscheiden.

Glauben Sie doch nicht, die regionale Verankerung, für die im Konzept des Bundesrates schon sehr viel gemacht wurde und die laufend korrigiert wurde, sei besser, wenn man jetzt noch eine zusätzliche Ebene schafft, und zwar nicht unten, in den Regionen, sondern oben, in den kopflastigen Strukturen. Das gibt keine bessere Verbundenheit mit dem Volk.

Glauben Sie doch nicht, es sei eine Stärkung des Milizprinzips, wenn man zusätzliche Aufgaben für die Berufsgenerali-tät schafft! Dem ist gerade nicht so. Wollte man diese regionalen Führungsstäbe wirklich noch besser mit den lokalen Behörden vernetzen, müsste man ihnen die dazu wesentlichen Truppenverbände wie z. B. Rettungstruppen, Katastrophenhilfe, Genie und ABC-Elemente unterstellen. Aber gerade diese werden ja bei der Lösung des Ständerates nicht unterstellt, sondern man unterstellt ihnen die Brigaden. Die Lösung des Ständerates und der Antrag der Minderheit Engelberger sind in diesem Punkt eben auch nicht durchdacht, sie können keine bessere Verankerung in der Bevölkerung bringen.

Zur Anzahl Brigaden liegen lauter gute Anträge vor, aber es kann nicht die Aufgabe des Parlamentes sein, das alles auszuloten. Deshalb folgt die Minderheit der SVP-Fraktion der Mehrheit der Kommission; falls Sie dem nicht folgen können, empfehle ich Ihnen allenfalls noch die Bundesratsfassung, aber nicht eine der anderen Lösungen.

Schliesslich noch eine persönliche Bemerkung zum Antrag Fehr Hans: Sein Antrag, auf die Lehrverbände zu verzichten, ist letztlich ein Schlag gegen das System der Miliz. Die Strukturen, die er will – die Führungsverantwortlichen sollen auch die ganze Ausbildungsorganisation und Ausbildungstätigkeit bestreiten –, entsprechen genau dem Modell der Berufsarmeen der Nato. Wir brauchen für unsere Milizarmee eine andere Lösung. Wenn wir für die Miliz eine Chance haben wollen, brauchen wir Neues, Eigenständiges und Innovatives, und die Lehrverbände gehören dazu.

Ich bitte Sie deshalb, gerade um des Milizprinzips willen, den Antrag Fehr Hans ebenfalls abzulehnen.

Dunant Jean Henri (V, BS): Erlauben Sie, dass ich aus der Sicht des altgedienten Sanitätsoffiziers kurz persönlich zur Frage der Unterstellung der Sanität Stellung nehme. Die Unterstellung der Sanitätsstruppen, nämlich Schulen und Sanitätsformationen, unter die Logistik hätte gravierende Nachteile. Die wichtigste Auflage für den Sanitätsdienst der Armee beruht auf dem Grundsatz, dass der Mensch im Vordergrund steht und dass Verluste von Menschenleben minimiert werden müssen. Solange die Lage es erlaubt, muss deshalb auch die bestmögliche Gesundheitsversorgung des Einzelnen nach den Ansprüchen der modernen Medizin gewährleistet sein. Patienten sind nicht planbare, palettierbare Güter. Ihr Schicksal nach einer Verletzung ist abhängig von ständig wechselnden Vorgaben wie zum Beispiel der taktischen Lage, dem Wetter, den Verbindungen, dem Belegungsgrad der sanitätsdienstlichen Installationen und vielem anderem mehr. Verantwortlich für ihre Versorgung ist der Oberfeldarzt. Ihm obliegt deshalb die Kompetenz der Weisungsbefugnis, der Fachausbildung, der Inspektionsbefugnis und der Doktrinvermittlung. Der Bereich Sanität soll deshalb als Führungsgrundgebiet in den Führungsstab der Armee und nicht der Logistik integriert sein.

Schmid Samuel, Bundesrat: Ich beneide Sie nicht um Ihr Abstimmungsverfahren, und das ist bereits ein Grund, bei der einfachsten Lösung zu bleiben, nämlich bei jener des Bundesrates – wobei es einzelne Anträge gibt, die durchaus in diesem Konzept Platz haben.

Eine Bemerkung vorweg: Der Hauptantrag des Bundesrates beinhaltet jene Flexibilität, die der heutigen Lage in Bezug auf die Vielfalt der möglichen Einsätze am besten entspricht. Wie wir auch immer diskutieren, bitte ich Sie zu beachten –

das ist glücklicherweise nirgends bestritten worden –, dass in Absatz 3 in etwas unterschiedlicher Formulierung immer das Prinzip respektiert wird, wonach es im Einsatz auch anders sein kann. Mit anderen Worten: Was wir hier führen, ist eine typische «Friedensdiskussion». Die Armee hat sich zwar in Friedenszeiten vorzubereiten, deshalb soll die Diskussion auch geführt werden. Aber täuschen wir uns nicht: Welches Modell am Schluss auch obsiegt, mit diesem Artikel werden wir uns notfalls kurzfristig den Gegebenheiten anpassen müssen. Ich nehme nicht an, dass das irgendwann bestritten wird. Lassen wir uns also nicht durch zu viele «Pflöcke» und Rahmenbedingungen einschränken, um zu vermeiden, dass wir genau diesem Grundsatz nicht nachleben können.

Soweit hierzu Erklärungen verlangt wurden, kann ich auch erklären – ich habe dies bereits im Ständerat gesagt –, dass in der Fassung des Bundesrates die Funktion des Chefs Heereinsatzes, wie sie im Armeeleitbild noch vorgesehen war, entfällt und dass die Aufgabe vom Stab erledigt wird. Schliesslich kann ich ebenfalls erklären, dass diese Startkonfiguration, wie sie Herr Wasserfallen namens der FDP-Fraktion verlangt hat und die der Eventualantrag der Minderheit Tschuppert aufnimmt, mit vier Infanteriebrigaden, drei Gebirgsinfanteriebrigaden, zwei Panzerbrigaden und einer Logistikbrigade, bestätigt werden kann.

Schliesslich kann ich – immer bezogen auf die Hauptvariante Bundesrat – erklären, dass der Inhalt des Eventualantrages Hess Walter in diesem Konzept Platz hat. Militärisch ist es nach unserem Dafürhalten nicht nötig, aber wenn Sie diese Ergänzung der Startkonfiguration wünschen, akzeptiere ich das.

Zu den einzelnen Anträgen: Die Differenz zur Mehrheit der Kommission Ihres Rates ist damit nicht mehr gross. Ein Punkt betrifft die Definition der Logistikbrigade. Hier sei auch wieder vorweg erklärt, dass Sie das grössere Einsparungspotenzial nicht etwa dann erreichen, wenn Sie der Mehrheit zustimmen. Die Armee wird so oder so sparen müssen, und zwar in Grössenordnungen, die noch höher sind als die hier geäusserten Zahlen. Sie hat bereits sehr intensiv und umfangreich gespart. Hinsichtlich der Frage, wie sie dies jetzt bewerkstelligt, bitte ich Sie allerdings, den Bundesrat in die Pflicht zu nehmen und ihm hier nicht zu enge Vorgaben zu machen.

Immerhin – auch das entspricht mit Sicherheit dem Willen der Mehrheit – soll es nicht darum gehen, die Effizienz dieser Logistik zu schmälern, sondern wir wollen eine gleiche oder sogar eine höhere Effizienz mit weniger Mitteln erreichen. Das soll in der feingliedrigen Struktur der Armee geschehen. Selbst wenn sie kleiner wird, wird es immer noch ein umfangreiches und komplexes Verfahren sein.

So sähe ich einen Nachteil darin, wenn wir in dieser Logistikbasis Unterhalt und Logistik, aber auch Ausbildung gemeinsam machen müssten. Das entsprach eigentlich den alten Traditionen der Kriegsmaterialverwaltung, und die wurden als nicht positiv beurteilt. Leistungen der Logistikverbände, die zugunsten der Logistikbasis erbracht werden, können auch dann erbracht werden, wenn diese Logistikverbände beim Heer oder bei der Luftwaffe eingeteilt sind. Diesbezügliche Versuche zeigen das durchaus; ein Einsparungspotenzial kann ebenfalls realisiert werden.

Sie sehen also, ich bekämpfe diesen Antrag allein deswegen, weil er in Bezug auf diese Auftragsbefüllung so eng und so bestimmt ist, dass eine Lösung verlangt wird, die aus heutiger Sicht nicht als die optimalste bezeichnet werden kann.

Nun gibt es noch ein Problem – da begreife ich die Mehrheit ebenfalls – mit dem Zeitpunkt der Überführung. Wenn er in der Verordnung steht, dann sind wir gezwungen, die Überführung sicher innerhalb von fünf Jahren vorzunehmen. Sie sehen, dass ich mich auch hier nicht gegen den Antrag stelle, um uns hier mehr Zeit einzuräumen. Im Gegenteil: Auch hier muss es ein Ziel der Armee sein, diesen Zeitraster zu berücksichtigen und zu realisieren.

Allerdings war es bisher auch ein Ziel der Armee, bei der Realisierung der Reform die Sozialverträglichkeit zu berücksichtigen.

Nun will ich nicht schon wieder eine Ausnahme verlangen, um länger tätig sein zu können, aber auch das ist eine Rahmenbedingung, die ich im ganzen Komplex berücksichtigen muss. Deshalb bitte ich Sie, den Antrag der Mehrheit abzulehnen und sich entweder mit meinen Erklärungen zufrieden zu geben oder die entsprechenden Anträge – den Antrag der Minderheit Tschuppert und allenfalls den Antrag Hess Walter – gutzuheissen.

In Bezug auf die Minderheit Engelberger ist das Wesentlichste insoweit gesagt, als ich von der flexiblen Lösung des Armeeleitbildes gesprochen habe, welche die einfachste ist. Die Minderheit fügt hier – mindestens für den Ausbildungsteil und den subsidiären Einsatz, aber nicht für den eigentlichen Verteidigungseinsatz – wieder eine Führungsstufe ein. Damit entstehen tendenziell höhere Kosten für diese Stäbe, es gibt zusätzliche Probleme bei der Alimentierung dieser Stäbe, und schliesslich ist die Gesamtverantwortung für eine einheitliche Ausbildung weniger gewährleistet als mit dem Modell des Armeeleitbildes oder auch mit dem Antrag der Kommissionsmehrheit. Aber immerhin sei auch hier bestätigt, dass dieses Modell gegenüber dem Modell des Ständerates Vorzüge hat. Wenn Sie hier eine entsprechende Vermittlung suchen, dann ist dazu zu sagen, dass dieser Antrag bei der Realisierung mehr Flexibilität zulassen würde als die Lösung des Ständerates. Man kann auch sagen: Es ist eine Weiterentwicklung der ständerätlichen Lösung. Insgesamt aber beantrage ich Ihnen, den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Zum Antrag der Minderheit Tschuppert habe ich mich geäussert, zum Antrag Hess Walter ebenfalls. Der Antrag Keller verlangt eine weitere Panzerbrigade. Hier sei einmal mehr darauf hingewiesen, dass es sich bei diesen Panzerbrigaden um Ausbildungsverbände und nicht um Einsatzverbände handelt, dass die Alimentierung mit Offizieren für einen zusätzlichen Brigadestab nach unseren Berechnungen nicht sichergestellt ist und dass mit höheren Betriebskosten gerechnet werden muss. Es ist zwar durchaus plausibel, wenn gesagt wird, ein zusätzlicher Stab koste nicht so viel Geld; aber ein Stab braucht entsprechende Führungsunterstützung, und genau diese Mittel kosten Geld, gerade in der heutigen Zeit, wo alles mechanisiert abläuft. Bei Panzern ist dies per definitionem der Fall.

Bei dieser zusätzlichen Auflage kann ich nicht nachgeben und bitte Sie deshalb, diese abzulehnen. Es gibt im Übrigen noch ein weiteres Problem, und das ist ein Sprachproblem. Wenn drei Panzerbrigaden beschlossen würden, hiesse das, dass eine Panzerbrigade allein und «artrein» Französisch sprechend wäre. Das ist aus Gründen der Kohärenz ein Nachteil – meines Erachtens ist es ein wesentlicher Trümpf der Miliz, dass sie Leute aus verschiedenen Landesteilen und Sprachregionen zusammenführt. Das andere ist: Wenn wir nur die Bereitschaft der Französisch sprechenden Offiziere beurteilen, generiert diese Brigade zu wenig Kader, um die eigene Brigade zu alimentieren. Das hiesse, sie wäre dann in der Truppe «artrein» Französisch sprechend, und wir wären immer wieder gezwungen, andere Kommandanten in diese Truppen einzuführen. Das möchten wir eigentlich für diese Posten verhindern, d. h., wir möchten die Kultur vorher so entstehen lassen, dass das kein Problem gibt. Das kann mit diesen zwei Brigaden besser erfüllt werden als mit den drei.

Was den Antrag Fehr Hans anbelangt, ist das Wesentlichste gesagt worden. Die Grundsatzdiskussion in Bezug auf die Entlastung der Miliz durch die verbesserte Unterstützung durch diese Lehrbrigaden wurde hier bereits geführt. Ich weise es auch hier entschieden zurück, wenn begründet wird, man müsse dem Antrag zustimmen, um diese Armee nicht Nato-tauglich zu machen. Ich bitte Sie, sich das einmal konkret zu überlegen. Erstens ist und war es nie die Absicht, über diese Reform in dieser Hinsicht entsprechende Avancen zu machen. Es geht um die Glaubwürdigkeit der Ausbildung. Wenn es um die Glaubwürdigkeit der Ausbildung geht, erreichen wir den Standard, über welches Modell auch immer. Wenn ich diese Argumentation weiterführe, dann hiesse das, man müsse den Standard so tief halten, dass

eine Kooperation nicht möglich sei. Das ist ja kaum der Sinn dieser Armeereform! Mit anderen Worten: Auch dieses Konzept, das neu wäre und das die bisherige Beschlussfassung infrage stellen würde, ist abzulehnen.

Damit bitte ich Sie, dem Bundesrat zuzustimmen; allenfalls ergänzt durch den Antrag der Minderheit Tschuppert und den Antrag Hess Walter. Oder wenn die Formulierung der Kommissionsmehrheit nicht korrigiert werden kann, muss ich Sie bitten, dieser Mehrheit eine Absage zu erteilen, weil ich diese zusätzliche Beschneidung der Handlungsfreiheit im Hinblick auf die Entwicklung und die noch bevorstehende Realisierung der Reform nicht akzeptieren möchte.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag Lalive d'Epinay 136 Stimmen

Für den Antrag Fehr Hans 27 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Mehrheit 124 Stimmen

Für den Antrag Lalive d'Epinay 32 Stimmen

Dritte Abstimmung – Troisième vote

Für den Antrag der Mehrheit 94 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 73 Stimmen

Vierte Abstimmung – Quatrième vote

Für den Antrag der Mehrheit 97 Stimmen

Für den Eventualantrag der Minderheit 72 Stimmen

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr

La séance est levée à 13 h 00